

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40425]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2022 portant exécution des articles 4/4, § 2, et 35 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ; l'article 4/4, § 2, inséré par le décret du 12 novembre 2021, et l'article 35, alinéas 5 à 7, remplacé par le décret du 12 novembre 2021 ;

Vu le rapport du 28 juin 2021, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie, donné le 25 octobre 2021 ;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREm du 16 novembre 2021 ;

Vu l'avis n°95/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 13 mai 2022 ;

Vu l'avis 71.956/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. - Dispositions générales**Section 1^{re}. - Définitions - Computation des délais**

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en partie, une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en application de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 6 mai 1999 : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

2° le décret du 12 novembre 2021 : le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ;

3° l'arrêté royal du 25 novembre 1991 : l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

4° l'arrêté du 21 décembre 2022 : l'arrêté du 21 décembre 2022 portant exécution du décret du 12 novembre 2022 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ;

5° le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

6° le Service contrôle : le service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999 ;

7° le Service accompagnement : le service du FOREm qui est chargé de la gestion opérationnelle de l'accompagnement des demandeurs d'emploi tel que prévu par le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ;

8° la disponibilité passive : la disponibilité pour le marché de l'emploi visée à l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé au 11°, a) ;

9° la disponibilité active : la disponibilité pour le marché de l'emploi visée à l'article 36/1, alinéa 3, 2°, ou à l'article 58, § 1^{er}, alinéa 1 et 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

10° la disponibilité adaptée : la disponibilité pour le marché de l'emploi visée à l'article 56/2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

11° le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement : tout demandeur d'emploi :

a) au sens de l'article 1^{er}bis, 2°/1, du décret du 6 mai 1999 ;

b) au sens de l'article 1^{er}bis, 2°/2, du décret du 6 mai 1999 ;

c) au sens de l'article 1^{er}bis, 2°/3, du décret du 6 mai 1999 ;

12° le travailleur à temps partiel avec maintien des droits : le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui est travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficie de l'allocation de garantie de revenus et dont le régime de travail comporte normalement en moyenne par semaine un nombre d'heure :

a) au moins égal à la moitié du nombre d'heures de travail hebdomadaires prestées par la personne de référence au sens de l'article 56/2, §2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

b) ou inférieur à la moitié du nombre d'heures de travail hebdomadaires prestées par la personne de référence après la période des douze premiers mois ininterrompus au sens de l'article 56/2, §2, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

13° l'entretien de contrôle : l'entretien au cours duquel :

a) le Service contrôle examine l'ensemble des efforts de recherche active d'emploi fourni par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé au 11°, a) et b) ;

b) le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé au 11°, a) et b), fait part des démarches de recherche active d'emploi qu'il a fourni, au cours de la période contrôlée, et formule ses observations sur l'examen mené par le service de contrôle du respect de ses obligations en matière de disponibilité active ;

14° l'audition : l'entretien en présentiel au cours duquel le Service contrôle entend le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé au 11°, a) et c), sur la situation potentiellement litigieuse qui lui est reprochée au regard de ses obligations de disponibilité passive ou adaptée et sur ses moyens de défense ;

15° ONEm : l'Office national de l'Emploi, institué par l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Art. 3. § 1^{er}. Sauf disposition contraire précisant qu'il s'agit de jours ouvrables, lorsque le présent arrêté prévoit des délais exprimés en jours, il s'agit de jours calendaires.

Pour le calcul des délais exprimés en jours calendaires, le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir.

Pour le calcul des délais exprimés en jours ouvrables, le délai se compte à partir du premier jour ouvrable qui suit l'événement qui le fait courir.

Pour le calcul des délais exprimés en jours calendaires, tous les jours calendaires sont comptabilisés.

Pour le calcul des délais exprimés en jours ouvrables, tous les jours calendaires sont comptabilisés excepté le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Si un délai se termine un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier jour du délai est le premier jour ouvrable qui suit.

§ 2. Lorsque le présent arrêté prévoit des délais exprimés en mois, le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir.

Si un délai se termine un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier jour du délai est le premier jour ouvrable qui suit.

Section 2. - Exécution de ses missions par le Service contrôle et principes directeurs

Art. 4. En exécution de l'article 35 du décret du 6 mai 1999, le Service contrôle évalue :

1° conformément au chapitre 2, le respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a), de ses obligations en matière de disponibilité passive ;

2° conformément au chapitre 3, le respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a), de ses obligations en matière de disponibilité active ;

3° conformément au chapitre 4, le respect par le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, b), de ses obligations en matière de disponibilité active ;

4° conformément au chapitre 5, le respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, c), de ses obligations en matière de disponibilité adaptée.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, de l'article 17, alinéa 2, de l'article 18, § 3, alinéa 2, et § 4, de l'article 19, § 3, alinéa 2, et § 4, de l'article 20, § 2, de l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, et de l'article 25, le Service contrôle convoque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement préalablement à toute décision portant sur l'évaluation de la disponibilité active, passive ou adaptée :

1° lorsque le contrôle porte sur le respect de ses obligations en matière de disponibilité active, à un entretien de contrôle ;

2° lorsque le contrôle porte sur le respect de ses obligations en matière de disponibilité passive ou adaptée, à une audition.

§ 2. Lors des entretiens de contrôle, le demandeur d'emploi, inscrit obligatoirement, a la possibilité de se faire assister par un avocat, un délégué d'une organisation de travailleurs qui a créé un organisme de paiement agréé ou son administrateur de biens ou de personne.

Lors des auditions, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement a la possibilité de se faire assister ou représenter par un avocat, un délégué d'une organisation de travailleurs qui a créé un organisme de paiement agréé ou son administrateur de biens ou de personne.

§ 3. Le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui souhaite mener une défense par écrit la fait parvenir au Service contrôle à l'adresse mentionnée dans la convocation, au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le jour ouvrable auquel le Service contrôle l'a convoqué.

La défense écrite est uniquement possible pour les auditions.

Art. 6. § 1^{er}. Le contrôle des obligations de disponibilité active, passive ou adaptée est réalisé par le Service contrôle sur base des informations suivantes dont il dispose au moment de l'entretien de contrôle ou de l'audition :

1° des informations qui proviennent du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ;

2° des informations qui proviennent des autres services du FOREm intervenant dans le parcours d'accompagnement du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ;

3° des informations qui proviennent des partenaires de l'accompagnement et des tiers intervenant dans le parcours d'accompagnement du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, en vertu du chapitre 4 du décret du 12 novembre 2021 ou de l'article 7 du décret du 6 mai 1999, uniquement celles relatives à l'absence du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement aux prestations et à son motif ;

4° des informations qui proviennent d'organismes publics, dont l'ONem, afin que le FOREm puisse vérifier si le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, au regard de son droit aux allocations de chômage, peut être convoqué ou évalué par le Service contrôle dans le cadre du contrôle de sa disponibilité sur le marché du travail ;

5° des informations qui proviennent de l'ONem afin que le FOREm puisse vérifier si au regard des situations de chômage volontaire visées à l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 pour lesquelles l'ONem exerce une mission de contrôle de la disponibilité passive, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne se trouve pas dans une situation de récidive au sens de l'article 52, § 2, du même arrêté ou de sursis ou d'avertissement au sens de l'article 53bis du même arrêté.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, comprennent pour l'exercice par le Service contrôle de ses missions de contrôle de la disponibilité active, notamment :

1° le dossier que le conseiller de référence transmet au Service contrôle et qui reprend au moins les informations pertinentes suivantes :

a) pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a) et b), ses constats relatifs au suivi de son accompagnement de type sectoriel ou socioprofessionnelle par rapport à la mise en œuvre des actions du plan d'actions lors du processus d'évaluation formative non formalisée ou formalisée et, le cas échéant, des informations relatives à d'autres actions réalisées par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ;

b) pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a), son constat relatif à l'impossibilité de se prononcer sur le respect des obligations de disponibilité active sur le marché du travail du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement visée à l'article 53 de l'arrêté du 21 décembre 2022 ;

2° pour la période allant de la décision de transmission au Service contrôle du dossier visé au 1° jusqu'à ce qu'une décision d'irrecevabilité du dossier, d'inéligibilité du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ou d'évaluation positive de ses efforts de recherche active d'emploi lui soit notifiée par le Service contrôle, pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a), les constats et les avis favorables du conseiller de référence relatifs au suivi de son accompagnement par rapport à la mise en œuvre des actions du plan d'actions lors du processus d'évaluation formative non formalisée visé à l'article 54, §§ 1^{er} et 2, 2°, de l'arrêté du 21 décembre 2022.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la décision d'évaluation peut être prise sur base d'informations communiquées après l'entretien de contrôle ou l'audition lorsque, à la suite de ces derniers, il est convenu :

1° que le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement dispose d'un délai pour envoyer des pièces additionnelles qu'il souhaite remettre à l'appui de ses observations et moyens de défense développés au cours de l'entretien de contrôle ou de l'audition ;

2° que suite à une problématique de santé ou d'ordre psycho-social invoquée par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement au cours de l'entretien de contrôle ou de l'audition portant sur les situations litigieuses visées à l'article 13, 1° à 3°, après avoir estimé qu'il ne disposait pas de suffisamment d'éléments pour prendre en compte cette problématique par rapport au contrôle de sa disponibilité, le FOREm propose au demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de passer un examen médical ou une anamnèse selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 9, alinéa 4, du décret du 12 novembre 2021.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont communiquées endéans le délai fixé lors de l'entretien de contrôle ou de l'audition, situé dans un délai minimum de dix jours et maximum de quarante jours, en fonction du type d'information à fournir.

La prise de décision par le Service contrôle est, en application des alinéas 1^{er} et 2, reportée du temps nécessaire à la réception et l'analyse des éléments complémentaires à l'évaluation de la disponibilité active, passive ou adaptée du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement invoque une problématique de santé ou d'ordre psycho-social au cours de l'entretien de contrôle ou de l'audition, le Service contrôle l'informe que s'il refuse de passer l'examen médical ou l'anamnèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Service contrôle peut refuser de prendre en compte la problématique visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, lors de l'examen de sa disponibilité.

Art. 7. § 1^{er}. A l'issue du contrôle opéré en exécution des missions qui lui sont confiées en vertu de l'article 35 du décret du 6 mai 1999, le Service contrôle prend une décision d'évaluation positive ou négative du respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations en matière de disponibilité active, passive ou adaptée.

La décision d'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} :

1° reprend le résultat du contrôle et, en cas d'évaluation négative, la sanction y afférente ;

2° est communiquée au demandeur d'emploi inscrit obligatoirement dans les quinze jours de la prise de décision ;

3° informe le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement des conséquences de la décision sur ses droits et obligations en matière de disponibilité active, passive ou adaptée et sur la suite de la procédure de contrôle de sa disponibilité sur le marché du travail ;

4° mentionne la possibilité pour le demandeur d'emploi d'introduire un recours à l'encontre de la décision du Service contrôle auprès du tribunal du travail compétent pour connaître du recours, son mode d'introduction et le délai endéans lequel il doit être introduit ;

5° mentionne la possibilité pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement d'introduire une demande de révision, conformément au chapitre 6, et l'informe du fait que l'introduction d'une demande de révision ne suspend pas le délai endéans lequel il peut introduire un recours auprès des juridictions de l'ordre de judiciaire.

§ 2. Lorsque la décision visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a un effet sur le droit aux allocations, elle est communiquée à l'ONEm en vue de son exécution.

Lorsqu'un recours est introduit auprès du tribunal du travail contre une décision du Service contrôle, le FOREm informe l'ONEm du jugement intervenu lorsque celui-ci implique la révision de la décision du Service contrôle.

Art. 8. § 1^{er}. A partir du moment où il est saisi du dossier qui lui est transmis par les autres services du FOREm et jusqu'à la prise de décision et, le cas échéant, sa révision, le Service contrôle exerce sa mission de contrôle de manière indépendante et impartiale.

L'indépendance et l'impartialité du Service contrôle sont notamment garanties par les modalités organisationnelles suivantes :

1° la séparation fonctionnelle entre le Service contrôle et les autres services du FOREm, tels que notamment les services en charge des missions d'accompagnement, d'intermédiation entre l'offre et la demande d'emploi, d'évaluation formative et de formation ;

2° pour l'analyse du dossier qui lui est transmis, la prise en compte de l'ensemble des éléments pertinents pour réaliser sa mission de contrôle sans subir des influences et pressions d'intérêts conflictuels et, notamment, sans que les intérêts du FOREm, au regard de ses autres missions, n'influencent l'exécution par le Service contrôle de ses missions ;

3° l'accès direct aux informations utiles, sans passer par l'intermédiaire du service du FOREm qui a transmis le dossier au Service contrôle.

§ 2. Dans l'exercice de ses missions d'évaluation de la disponibilité active, passive ou adaptée, le Service contrôle :

1° se base sur l'ensemble des informations qui sont pertinentes au contrôle du respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité sur le marché du travail ;

2° prend en compte le profil du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, l'offre de services disponible en matière d'insertion et de formation professionnelle, les opportunités offertes par le marché du travail, tant en termes d'offre que de demande d'emploi ;

3° fonde ses décisions uniquement sur des considérations et des faits objectifs ;

4° garantit l'absence de tout conflit d'intérêt réel ou présumé dans le chef de la personne qui, au sein du Service contrôle, le cas échéant, après un entretien de contrôle ou une audition, évalue le respect par le demandeur d'emploi de ses obligations en matière de disponibilité sur le marché du travail.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, chaque fois qu'il existe une apparence de conflit d'intérêts potentiel, dans le chef de la personne qui réalise l'évaluation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, elle se fait remplacer.

Section 3. - Convocation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement aux entretiens de contrôle et auditions

Art. 9. § 1^{er}. Le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est convoqué par envoi simple aux entretiens de contrôle et aux auditions dans le cadre du contrôle de la disponibilité.

L'entretien de contrôle ou l'audition a lieu au plus tôt le quatorzième jour qui suit l'envoi de la convocation par envoi simple, sauf si le FOREm et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement en conviennent autrement.

§ 2. Dans la convocation à l'entretien de contrôle ou à l'audition, le Service contrôle informe le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses droits et obligations.

La convocation à l'entretien de contrôle ou à l'audition mentionne notamment :

1° le motif de la convocation à l'entretien de contrôle ou à l'audition du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ;

2° la date, l'heure et l'endroit de l'entretien de contrôle ou de l'audition ;

3° pour les entretiens de contrôle uniquement, les motifs valables admis par le FOREm pour lesquels l'absence du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à l'entretien de contrôle est considérée comme justifiée ;

4° la faculté, pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, de se faire assister lors de l'entretien de contrôle ou de l'audition, ou représenter le cas échéant, lors de l'audition, par un avocat ou un délégué d'une organisation représentative des travailleurs qui a créé un organisme de paiement agréé ou par son administrateur de biens ou de personne.

5° pour les auditions uniquement, la faculté pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de faire part de ses moyens de défense par écrit.

§ 3. Le Service contrôle organise les entretiens de contrôle en présentiel.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Forem peut organiser les entretiens de contrôle à distance. La convocation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à l'entretien de contrôle à distance s'opère par convocation par envoi simple, selon les mêmes modalités que celles visées aux paragraphes 1 et 2 et à l'article 10.

Si, au terme de l'entretien de contrôle mené à distance visé à l'alinéa 2, le Service contrôle ne prend pas une décision d'évaluation positive du respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active ou en cas d'absence à l'entretien de contrôle du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement sans qu'il ne justifie son absence par un motif valable admis par le FOREm au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle le convoque par envoi simple à un entretien de contrôle en présentiel selon les mêmes modalités que celles visées aux paragraphes 1 et 2 et à l'article 10.

Art. 10. § 1^{er}. Le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est présent aux entretiens de contrôle auxquels il est convoqué par le Service contrôle, à la date, à l'heure et à l'endroit mentionné dans la convocation, sauf motif d'absence valable admis par le FOREm et communiqué au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué.

L'absence à l'entretien de contrôle est justifiée lorsqu'elle trouve son origine dans un motif valable admis par le FOREm.

Est considérée comme une absence justifiée par un motif valable admis par le FOREm, l'absence qui trouve son origine dans des circonstances indépendantes de la seule volonté du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, sans pour autant qu'elles soient impérieuses, à condition qu'elles soient attestées par des documents crédibles et vérifiables permettant d'apporter la preuve de la véracité du motif d'absence invoqué, selon les modalités déterminées par le FOREm.

§ 2. Lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement n'est pas présent à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué, et qu'il justifie son absence par un motif valable admis par le FOREm au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle procède à une nouvelle convocation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

§ 3. Lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement n'est pas présent à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué et qu'il ne justifie pas son absence par un motif admis par le FOREm au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle procède à une nouvelle convocation adressée, par dérogation à l'article 9, §1^{er}, alinéa 1^{er}, par envoi recommandé.

Lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement n'a pas choisi d'assurer sa défense par écrit et n'est pas présent à l'audition à laquelle il est convoqué ni en personne ni par représentation, le Service contrôle procède à une nouvelle convocation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement par envoi recommandé.

L'entretien de contrôle ou l'audition à laquelle le demandeur d'emploi est convoqué par envoi recommandé a lieu au plus tôt le vingt-et-unième jour qui suit l'envoi de la convocation par envoi recommandé, sauf si le FOREm et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement en conviennent autrement.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1 à 3, après trois absences consécutives, justifiées ou injustifiées à un entretien de contrôle, une convocation spéciale pour cumul d'absences est adressée, par le Service contrôle, par envoi recommandé, au demandeur d'emploi inscrit obligatoirement :

1° lorsque son absence au troisième entretien est justifiée par un motif valable admis par le FOREm, à condition que la convocation à ce troisième entretien ait été adressée par envoi recommandé ;

2° que son absence au troisième entretien soit justifiée ou injustifiée si la convocation à ce troisième entretien a été adressée par envoi simple.

A la suite de la convocation spéciale pour cumul d'absences visée à l'alinéa 1^{er}, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est tenu de se présenter auprès des services du FOREm, à l'entretien de contrôle fixé dans la convocation.

Lorsqu'il n'est pas possible pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de se présenter à l'entretien de contrôle fixé dans la convocation spéciale pour cumul d'absences en raison d'un motif valable d'absence admis par le FOREm, communiqué au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le

demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est tenu de se présenter au lieu indiqué sur la convocation spéciale au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent le jour où son motif valable d'absence admis par le FOREm prend fin.

CHAPITRE II. - Contrôle de la disponibilité passive

Art. 11. Par dérogation à l'article 2, 11°, pour l'application du présent chapitre, on entend par demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement visé à l'article 2, 11°, a).

Art. 12. § 1^{er}. En exécution de ses missions de contrôle de la disponibilité passive, le Service contrôle évalue les situations potentiellement litigieuses, pour lesquelles le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement peut être exclu du bénéfice des allocations, en tant que situation de chômage par suite de circonstances dépendant de la volonté du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, telles que visées à l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

Le Service contrôle traite les situations potentiellement litigieuses visées à l'alinéa 1^{er}, sur la base des informations transmises par l'ONEm ou un autre service du FOREm ou un tiers concerné.

Lorsque l'information d'une situation potentiellement litigieuse, visée à l'alinéa 1^{er}, est transmise au Service contrôle, ce dernier reçoit le dossier et en analyse la recevabilité.

§ 2. Un dossier relatif à une situation potentiellement litigieuse visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est recevable s'il répond aux deux conditions cumulatives suivantes :

1° le dossier porte sur une situation potentiellement litigieuse en tant que situation de chômage par suite de circonstances dépendant de la volonté du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, tel que visée à l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, pour laquelle le FOREm est compétent pour exercer le contrôle de la disponibilité passive ;

2° le dossier porte sur une situation potentiellement litigieuse qui s'est produite au moment où le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est soumis à l'application des articles 51 à 53bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

§ 3. Si le dossier est recevable, le Service contrôle, conformément aux articles 9 et 10, convoque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à une audition portant sur les faits qui ont motivé la transmission d'une situation potentiellement litigieuse, visée au §1^{er}, alinéa 1^{er}, et sur ses moyens de défense.

Art. 13. Pour l'évaluation des situations potentiellement litigieuses suivantes, le Service contrôle évalue comme indisponible pour le marché de l'emploi et sanctionne, conformément à l'article 14, § 3, en tant que chômeur par suite de circonstances dépendant de sa volonté à la suite :

1° d'un abandon de formation sans motif légitime, au sens de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui abandonne sans motif légitime admis par le FOREm ou qui est responsable par son attitude fautive de son arrêt, une formation d'une durée de minimum 4 semaines, au terme de laquelle est délivrée, en cas de réussite, un diplôme, un certificat ou tout autre document, et qui lui permet d'accéder à un emploi auquel il est peu probable qu'il accède en l'absence de la formation ;

2° d'un défaut de présentation auprès d'un employeur ou d'un refus d'emploi convenable, au sens de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui :

a) ne se présente pas à un rendez-vous dans le cadre d'un processus d'embauche auquel il est invité à se présenter par l'employeur directement ou par l'intermédiaire du FOREm lorsque ce dernier a préalablement mené, pour l'employeur, une procédure de présélection des candidats, sans que cette absence ne soit justifiée par un motif valable admis par le FOREm et à condition que l'emploi pour lequel le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement a été invité à se présenter réponde aux critères de l'emploi convenable, tel que fixé en vertu de l'article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

b) refuse une proposition concrète d'engagement dans un emploi qui répond aux critères de l'emploi convenable tel que fixé en vertu de l'article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

3° d'un refus de formation, au sens de l'article 51, §1^{er}, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui n'entame pas, sans motif légitime admis par le FOREm, une formation prévue dans le cadre du plan d'action visé à la section 4 du chapitre 2 de l'arrêté du 21 décembre 2021, d'une durée de minimum 4 semaines, au terme de laquelle est délivrée, en cas de réussite, un diplôme, un certificat ou tout autre document, et qui lui permet d'accéder à un emploi auquel il est peu probable qu'il accède en l'absence de la formation ;

4° d'un défaut de présentation, sans justification suffisante, auprès du FOREm, au sens de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui ne se présente pas :

a) à un entretien de bilan ou un entretien de suivi, tel que visé aux sections 3 et 7 du chapitre 2 de l'arrêté du 21 décembre 2022, auquel il est convoqué par un envoi recommandé sans que cette absence soit justifiée par un motif valable admis par le FOREm ;

b) à un entretien auprès de l'assistant social, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement bénéficie d'un trajet d'accompagnement spécifique, au sens de l'article 58, §1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ou est un demandeur d'emploi non-mobilisable au sens de l'article 27, alinéa 1^{er}, 19°, du même arrêté ;

5° d'un refus de participer ou de collaborer à un plan d'actions au sens de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui, lors de l'entretien de bilan ou d'un entretien de suivi, a refusé de signer le plan d'actions conformément à l'article 35, § 2, de l'arrêté du 21 décembre 2022 ou le plan d'actions formel conformément à l'article 45, § 1^{er}, du même arrêté, ou l'ultime plan d'actions formel conformément à l'article 47, § 1^{er}, et signe conformément à l'article 35, § 3, du même arrêté, le document par lequel il atteste en connaissance de cause des conséquences du refus sur ses obligations de disponibilité, ne pas souhaiter être accompagné par le FOREm ;

6° de l'arrêt ou de l'échec du plan d'actions au sens de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui, lors de l'entretien de bilan ou d'un entretien de suivi, par des comportements verbaux ou non verbaux d'agressivité, de résistance ou d'obstruction à la mise en œuvre de son plan d'actions, manifeste ouvertement son intention de ne pas réaliser son plan d'actions, son plan d'actions formel ou son ultime plan d'actions formel, à condition que cet état de fait soit constaté dans le rapport d'entretien visé à l'article 43 de l'arrêté du 21 décembre 2022.

Art. 14. § 1^{er}. A la suite de l'audition visé à l'article 12, § 3, le Service contrôle prend une décision quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité passive au regard de la situation potentiellement litigieuse examinée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne se présente pas à l'audition à laquelle il est convoqué par recommandé, ni en personne ni par représentation, le Service contrôle prend une décision sur la seule base des informations dont il dispose en vertu de l'article 6, comprenant, le cas échéant, les moyens de défense communiqués par écrit par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

§ 2. Lorsque, à la suite de l'évaluation de ses obligations de disponibilité passive au regard de la situation potentiellement litigieuse examinée, il ne s'avère pas y avoir de manquement du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à son obligation de disponibilité passive, le dossier est classé sans suite par le Service contrôle.

§ 3. Lorsque, suite à l'évaluation de ses obligations de disponibilité passive au regard de la situation potentiellement litigieuse examinée, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est considéré comme chômeur par suite de circonstances dépendant de sa volonté, le Service contrôle décide de la sanction à appliquer conformément aux articles 52bis et 53bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

Lorsque la situation litigieuse visée à l'alinéa 1^{er} fait partie des actions prévues dans le plan d'actions visé à l'article 34 de l'arrêté du 21 décembre 2022 ou le plan d'actions formel visé à l'article 45, § 1^{er}, du même arrêté, ou l'ultime plan d'actions formel visé à l'article 47, § 1^{er}, du même arrêté, l'action concernée ne peut être prise en compte dans l'évaluation de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

CHAPITRE III. - Contrôle de la disponibilité active du chômeur

Art. 15. Par dérogation à l'article 2, 11°, pour l'application du présent chapitre, on entend par demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a).

Art. 16. § 1^{er}. Le Service contrôle évalue, conformément à l'article 58/6 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, les efforts de recherche active d'emploi, tel que visée à l'article 58, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement dont le dossier est transmis par le Service accompagnement au Service contrôle lorsque, en application de l'article 48, § 3, de l'arrêté du 21 décembre 2022, les obligations de disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne peuvent être automatiquement considérées comme remplies sur base de l'accompagnement orienté coaching et solutions ou lorsque, en application de l'article 53 du même arrêté, suite aux absences du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le conseiller de référence ne dispose pas de suffisamment d'éléments lui permettant d'évaluer le respect de ses obligations de disponibilité active.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la transmission par le service accompagnement du dossier du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le Service contrôle vérifie la recevabilité du dossier.

Pour être recevable :

- le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement dont le dossier est transmis au Service contrôle, satisfait aux conditions visées à l'article 58/2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;
- le dossier est transmis conformément aux dispositions visées par ou en vertu de l'article 15, § 3, du décret du 12 novembre 2021.

Si l'une des conditions de recevabilité visées à l'alinéa 2 fait défaut, le Service contrôle déclare le dossier irrecevable pour le lancement de la procédure de contrôle de la disponibilité active par son service et en informe le service accompagnement et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

§ 3. Lorsque le dossier est recevable, le Service contrôle vérifie l'éligibilité du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à la procédure de contrôle de la disponibilité active.

Lorsque le dossier est recevable et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est éligible à la procédure de contrôle de la disponibilité active, le service contrôle le convoque à un entretien de contrôle, selon les modalités fixées aux articles 9 et 10.

Lors de l'entretien de contrôle, le service contrôle vérifie que le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement reste éligible à la procédure de contrôle de la disponibilité active.

Est inéligible au sens de l'alinéa 1^{er} ou 3, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui ne satisfait pas à une des conditions visées à l'article 58/2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 pendant une période égale ou supérieure à trois mois, qui se situe postérieurement à la transmission du dossier au Service contrôle.

En cas d'inéligibilité du demandeur d'emploi à la procédure de contrôle de la disponibilité active, le FOREm lui notifie sa décision et communique cette dernière au conseiller de référence.

§ 4. Le contrôle de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé au paragraphe 1^{er} porte sur la période située entre la veille de l'entretien de contrôle visé au paragraphe 1^{er} et l'événement le plus récent parmi les suivants :

1° le dernier entretien de suivi, visé à l'article 29 de l'arrêté du 21 décembre 2022, au terme duquel les obligations de disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ont été irréfragablement réputées remplies, conformément à l'article 42, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté ;

2° la notification de la dernière évaluation du demandeur d'emploi par le Service contrôle ;

3° la dernière date Eurostat générée pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

Par date Eurostat au sens de l'alinéa 1^{er}, 3°, l'on entend la date correspondant au premier jour où une personne est à la fois sans travail, disponible sur le marché de l'emploi et inscrite comme demandeur d'emploi auprès du service public régional de l'emploi compétent, à la suite d'une période ininterrompue d'au moins trois mois au cours de laquelle une de ces trois conditions n'était pas ou plus respectée.

Art. 17. A la suite de l'entretien de contrôle visé à l'article 16, § 3, le Service contrôle :

1° prend une décision d'évaluation positive quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier a fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi ;

2° prend une décision d'évaluation négative quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier n'a pas fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi et décide de la sanction conformément à l'article 20.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne se présente pas à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué par recommandé et ne communique pas au FOREm de motif admis au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle prend une décision sur la seule base des informations dont il dispose en vertu de l'article 6.

Art. 18. § 1^{er}. Lorsqu'en application de l'article 17, le Service contrôle prend une décision d'évaluation négative du respect des obligations de disponibilité active, le Service contrôle procède à une nouvelle évaluation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement dans les six mois à compter de la notification de la décision d'évaluation négative visée à l'article 17.

§ 2. Au cours du cinquième mois qui suit la notification de l'évaluation négative visée à l'article 17 ou, en cas de sanction d'exclusion temporaire, au cours du cinquième mois qui suit l'expiration de l'exclusion appliquée à la suite de l'évaluation négative visée à l'article 17, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est convoqué à un entretien de contrôle, conformément aux articles 9 et 10.

Le contrôle de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'alinéa 1^{er}, porte sur la période située entre la veille de l'entretien de contrôle, visé à l'alinéa 1^{er}, et le lendemain de l'entretien de contrôle, visé à l'article 16, § 3, alinéa 3.

§ 3. A la suite de l'entretien de contrôle, visé au § 2, alinéa 1^{er}, le Service contrôle :

1° prend une décision d'évaluation positive quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier a fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi ;

2° prend une décision d'évaluation négative quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier n'a pas fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi et décide de la sanction conformément à l'article 20.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne se présente pas à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué par recommandé et ne justifie pas son absence par un motif valable admis par le FOREm au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle prend une décision sur la seule base des informations dont il dispose en vertu de l'article 6.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, le Service contrôle prend, sans que le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne soit convoqué à un entretien de contrôle, une décision d'évaluation positive du respect par ce dernier de ses obligations de disponibilité active lorsque le Service accompagnement a remis un avis favorable, tel que visé à l'article 54, § 2, 1°, de l'arrêté du 21 décembre 2022, portant sur une période minimum de quatre mois couvrant la période visée au paragraphe 2, alinéa 2.

Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'en application de l'article 18, le Service contrôle prend une décision d'évaluation négative du respect des obligations de disponibilité active et il procède à une nouvelle évaluation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement au plus tard six mois après l'expiration de la sanction appliquée à la suite de l'évaluation négative visée à l'article 18.

§ 2. Au cours du cinquième mois qui suit l'expiration de la sanction appliquée à la suite de l'évaluation négative visée à l'article 18, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est convoqué à un entretien de contrôle, conformément aux articles 9 et 10.

Le contrôle de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'alinéa 1^{er}, porte sur la période située entre la veille de l'entretien de contrôle, visé à l'alinéa 1^{er}, et le lendemain de l'entretien de contrôle, visé à l'article 18, § 2, alinéa 1^{er}.

§ 3. A la suite de l'entretien de contrôle visé au paragraphe 2, le Service contrôle :

1° prend une décision d'évaluation positive quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier a fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi ;

2° prend une décision d'évaluation négative quant au respect par le demandeur d'emploi de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier n'a pas fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi et décide de la sanction conformément à l'article 20.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne se présente pas à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué par recommandé et ne justifie pas son absence par un motif valable admis par le FOREm au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle prend une décision sur la seule base des informations dont il dispose en vertu de l'article 6.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, le Service contrôle prend, sans que le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne soit convoqué à un entretien de contrôle, une décision d'évaluation positive du respect par ce dernier de ses obligations de disponibilité active lorsque le Service accompagnement a remis un avis favorable, tel que visé à l'article 54, § 2, 1°, de l'arrêté du 21 décembre 2022, portant sur une période minimum de quatre mois couvrant la période visée au paragraphe 2, alinéa 2.

Art. 20. § 1^{er}. En cas d'évaluation négative par le Service contrôle, conformément à l'article 17, 18 ou 19, le Service contrôle sanctionne le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement conformément à l'article 58/9 du 25 novembre 1991.

Pour l'application de l'article 58/9, § 4, du même arrêté royal, est assimilée à une évaluation positive, la période pour laquelle les obligations de disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement sont automatiquement considérées remplies en application de l'article 42, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 21 décembre 2022.

§ 2. Lorsque le Service contrôle prend une décision d'évaluation négative quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active, en application de l'article 17, alinéa 2, ou 18, § 3, alinéa 2, ou 19, § 3, alinéa 2, le Service contrôle, lors de la notification de la décision et de la sanction, informe le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qu'il a la possibilité de se présenter au Service contrôle dans les trente jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle auquel il a été convoqué par envoi recommandé.

En cas de présentation spontanée visée à l'alinéa 1^{er}, le Service contrôle et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement concertent une nouvelle date d'entretien de contrôle et une convocation spécifique à cet entretien de contrôle dont la date est concertée lui est remise en main propre par le Service contrôle le jour où il se présente spontanément.

L'entretien de contrôle par suite d'une présentation spontanée a lieu au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent la présentation spontanée du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

A la suite de l'entretien de contrôle par suite d'une présentation spontanée, le Service contrôle prend une décision conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 10, § 3, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement n'est pas présent à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué par suite d'une présentation spontanée et qu'il ne justifie pas son absence par un motif valable admis par le FOREm dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, la

décision d'évaluation négative quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active, ainsi que la sanction notifiée conformément à l'article 20, sont maintenues.

CHAPITRE IV. - Contrôle de la disponibilité active du jeune en stage d'insertion professionnelle

Art. 21. Par dérogation à l'article 2, 11°, pour l'application du présent chapitre, on entend par jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, b).

Art. 22. § 1^{er}. En exécution de ses missions de contrôle de la disponibilité active, le Service contrôle évalue, conformément à l'article 36/6 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, les efforts de recherche active d'emploi, visé à l'article 36, § 1^{er}, 6°, du même arrêté, du jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ;

1° deux fois au cours des 310 jours qui suivent le début de stage d'insertion professionnelles ;

2° tous les six mois à dater de l'évaluation visée à l'alinéa 2, au 1°, tant que le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement n'a pas obtenu une évaluation positive ;

3° tous les six mois à dater de l'évaluation négative visée à l'alinéa 2, 2°, tant que le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement n'a pas obtenu une évaluation positive.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° :

1° la première évaluation a lieu au plus tôt au cours du cinquième mois qui suit le début du stage d'insertion professionnelle ;

2° la seconde évaluation a lieu au plus tard au cours du dixième mois qui suit le début du stage d'insertion professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si, après avoir été informé des conséquences de sa renonciation sur l'ouverture de son droit aux allocations d'insertion, le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement renonce volontairement et de manière explicite aux évaluations de ses efforts de recherche active d'emploi pendant son stage d'insertion professionnelle, le FOREm suspend ses évaluations. La suspension est automatiquement levée si le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement sollicite une évaluation auprès du Service contrôle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, à partir de la troisième évaluation du jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, le Forem suspend les évaluations lorsque le jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement est absent à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué par envoi recommandé, sans qu'il ne justifie son absence par un motif valable admis par le Forem dans les 5 jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué. Le Forem informe le chercheur qu'il ne sera plus reconvoqué, à moins qu'il ne sollicite, auprès du Service contrôle, une nouvelle évaluation.

§ 2. Le Service contrôle, convoque, selon les modalités fixées aux articles 9 et 10, le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à un entretien de contrôle de sa disponibilité active :

1° pour les deux évaluations, visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, respectivement au cours des cinquième et dixième mois qui suivent le début du stage d'insertion professionnelle ;

2° pour l'évaluation, visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, au plus tard au cours du sixième mois qui suit la précédente évaluation.

Préalablement à son évaluation visée au § 1^{er}, le Service Contrôle vérifie si le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement satisfait aux conditions visées à l'article 36/2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

Le contrôle de la disponibilité active du jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'alinéa 1^{er} porte sur la période située :

1° entre la veille de l'entretien de contrôle visé à l'alinéa 1^{er} et le lendemain du précédent entretien de contrôle ;

2° ou s'il s'agit de la première évaluation, entre la veille de l'entretien de contrôle visé à l'alinéa 1^{er} et le début du stage d'insertion professionnelle.

Art. 23. § 1^{er}. A la suite de l'entretien de contrôle visé à l'article 22, § 2, le Service Contrôle :

1° prend une décision d'évaluation positive quant au respect par le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier a fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi ;

2° prend une décision d'évaluation négative quant au respect par le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité active lorsque ce dernier n'a pas fourni suffisamment d'efforts de recherche active d'emploi.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne se présente pas à l'entretien de contrôle auquel il est convoqué par recommandé et ne justifie pas son absence par un motif valable admis par le FOREm au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien de contrôle manqué, le Service contrôle prend une décision sur la seule base des informations dont il dispose en vertu de l'article 6.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, le service Contrôle prend, sans que le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ne soit convoqué à un entretien de contrôle, une décision d'évaluation positive quant au respect par ce dernier de ses obligations de disponibilité active lorsque :

1° le Service contrôle dispose, pour la période visée à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, de suffisamment d'éléments relatifs à des événements dont la nature et la durée répondent aux conditions prescrites par l'article 36/7 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 pour être assimilé à une évaluation positive du comportement de recherche active d'emploi du jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ;

2° lorsque le Service accompagnement a remis un avis favorable, tel que visé à l'article 15, § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 12 novembre 2021 et aux articles 42, § 2, alinéa 2, et 46, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du 21 décembre 2022, portant sur une période minimum de 3 mois couvrant la période visée à l'article 22, § 2, alinéa 3.

CHAPITRE V. - Contrôle de la disponibilité adaptée

Art. 24. Par dérogation à l'article 2, 11°, pour l'application du présent chapitre, on entend par demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, c).

Art. 25. § 1^{er}. En exécution de ses missions de contrôle de la disponibilité adaptée, le Service contrôle évalue de manière globale le respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité adaptée, conformément à l'article 56/5 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 :

1° au plus tard au cours du douzième mois qui suit le début de l'accompagnement orienté coaching et solutions, s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui bénéficie des allocations de chômage à temps plein et qui est sur le point d'atteindre ou a atteint l'âge de 60 ans ou s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui bénéficie du régime de chômage avec complément d'entreprise ;

2° une fois tous les 24 mois s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui est travailleur à temps partiel avec maintien des droits visé à l'article 2, 12°.

La décision d'évaluation globale visée à l'alinéa 1^{er} :

1° pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé au § 1^{er}, 1°, met fin définitivement à ses obligations de disponibilité adaptée ;

2° pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement qui est travailleur à temps partiel avec maintien des droits visé à l'article 2, 12°, met fin à la période en cours d'évaluation de la disponibilité adaptée ce qui a pour effet de faire démarrer une nouvelle période d'évaluation du respect de ses obligations de disponibilité adaptée.

§ 2. Dans le respect des délais prévus au § 1^{er}, le Service contrôle notifie au demandeur d'emploi inscrit obligatoirement visé au § 1^{er}, sans qu'il ne soit convoqué à un entretien de contrôle, une décision d'évaluation globale positive du respect de ses obligations de disponibilité adaptée si pour la période d'évaluation de sa disponibilité adaptée concernée, il n'existe aucune décision négative de ses obligations de disponibilité adaptée fondée sur une situation litigieuse examinée et sanctionnée conformément au § 3.

§ 3. Pour toute situation potentiellement litigieuse tel que fixée à l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et conformément à l'article 13, qui survient durant l'accompagnement du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement pendant la période d'évaluation du respect de ses obligations de disponibilité adaptée visée au § 1^{er}, le Service contrôle, convoque à une audition, selon les modalités fixées aux articles 9 et 10, le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement.

A la suite de l'audition visée à l'alinéa 1^{er}, ou de la défense écrite reçue ou par défaut en cas d'absence à l'audition et sans défense écrite reçue, selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 14, le service contrôle :

1° classe sans suite le dossier lorsqu'il s'avère qu'il n'y a pas de manquement du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement à ses obligations de disponibilité adaptée ;

2° en cas de manquement, prend une décision globale négative quant au respect par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement de ses obligations de disponibilité adaptée et décide de la sanction à appliquer conformément aux articles 52 bis et 53 bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

CHAPITRE VI. - Procédure de révision

Art. 26. Une demande de révision peut être adressée par le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement au Service contrôle dans un délai de 3 mois à dater de la notification de la décision d'évaluation négative de ses obligations de disponibilité active, passive ou adaptée ou, en cas de recours du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement auprès du tribunal du travail, jusqu'à la clôture des débats auprès de ce dernier.

L'introduction de la demande de révision visée à l'alinéa 1^{er} ne suspend pas le délai d'introduction du recours auprès du Tribunal du travail compétent.

La demande qui n'est pas introduite endéans les délais visés à l'alinéa 1^{er} est classée sans suite.

Art. 27. § 1^{er}. Dans le mois qui suit l'introduction de la demande de révision visé à l'article 26, le Service contrôle se prononce sur celle-ci.

La décision, à l'encontre de laquelle le recours est introduit, est révisée lorsque :

1° le Service contrôle constate que la décision est entachée d'une erreur juridique ou matérielle ;

2° le Service contrôle constate qu'à la date à laquelle la décision a pris effet, le droit a été modifié par une disposition légale ou réglementaire ;

3° un nouveau fait ou une nouvelle preuve ayant un impact sur les droits du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement est invoqué.

Lorsqu'en application de l'alinéa 2, la décision à l'encontre de laquelle le recours est introduit est révisée, la nouvelle décision produit ses effets à la date à laquelle la décision révisée aurait dû prendre effet, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à la prescription. Cette décision est communiquée par le FOREm à l'ONEm.

§ 2. Lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement a introduit un recours auprès du tribunal du travail compétent à l'encontre de la décision du Service contrôle et que l'affaire est toujours pendante et, lorsqu'en application du paragraphe 1^{er}, une décision est révisée, la révision est communiquée, par le FOREm, audit tribunal du travail lorsqu'elle peut avoir un impact sur l'affaire.

CHAPITRE VII. - Comité d'éthique

Art. 28. § 1^{er}. Le Comité d'éthique visé à l'article 4/4, §2, du décret du 6 mai 1999 est composé :

1° de quatre à six membres externes ;

2° de deux à trois membres internes au FOREm.

Les membres du Comité d'éthique sont désignés, sur proposition de l'administrateur général, par le ou les Ministres ayant en charge l'emploi et la formation. Le président et le vice-président sont désignés parmi les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Les membres du comité d'éthique sont désignés pour une durée de cinq ans. En cas de départ de l'un des membres, un remplaçant est désigné jusqu'à l'échéance du mandat initial de cinq ans.

Le secrétariat du Comité d'éthique est assuré par le FOREm.

§ 2. Le FOREm verse à chaque membre visé au paragraphe 1^{er} de l'alinéa 1^{er}, 1°, une allocation de participation de 75 euros par demi-journée, rattachée à l'indice pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément aux dispositions visées par ou en vertu de l'article 247 du Code de la fonction publique wallonne.

Le FOREm intervient dans le remboursement des frais de déplacement du membre visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, à concurrence d'une indemnité kilométrique équivalente à 0,3169 euros par km augmentée annuellement selon les dispositions visées par ou en vertu de l'article 531, alinéa 3, du Code de la fonction publique wallonne.

§3. Le Comité d'éthique établit son règlement d'ordre intérieur au plus tard dans les trois mois de son installation.

Ce règlement d'ordre intérieur prévoit notamment :

- 1° les règles concernant la convocation du Comité d'éthique ;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour ;
- 3° les règles relatives aux prérogatives du président et du vice-président ;
- 4° les règles relatives à la présidence du Comité d'éthique en cas d'absence ou d'empêchement du président ;
- 5° les éventuelles règles de quorum pour que le Comité d'éthique adopte valablement ses avis ainsi que les règles de vote ainsi que leurs modalités ;
- 6° les règles relatives aux modalités d'organisation et de tenue à distance des réunions du Comité d'éthique ;
- 7° les règles relatives aux invitations des personnes dont la participation aux réunions du Comité d'éthique serait utile au regard de l'ordre du jour de la réunion.

Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Gouvernement, sur proposition du Comité d'éthique, et publié au *Moniteur belge*.

Art. 29. Dans le cadre de sa mission consultative visée à l'article 4/4, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 12 novembre 2022, le Comité d'éthique réalise, sur demande de l'Administrateur général, les activités suivantes :

- 1° remettre des avis motivés concernant l'opportunité de recourir aux outils d'intelligence artificielle, en regard de leurs finalités ainsi que des principes de transparence et d'explicabilité des résultats ;
- 2° formuler des recommandations méthodologiques concernant :
 - a) l'adaptation des processus de développement de projets technologiques du FOREm faisant appel à de l'intelligence artificielle, en vue d'intégrer la problématique de l'éthique ;
 - b) l'amélioration de l'appropriation, tant par le personnel du FOREm que les usagers de ses services, des technologies ayant recours à de l'intelligence artificielle ;
 - c) la définition des principes de sélection des variables en vue d'éviter les biais dans le cadre des développements d'outils d'intelligence artificielle.

CHAPITRE VIII. - Dispositions finales

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour de sa publication au *moniteur belge*, à l'exception des dispositions du présent arrêté relative au contrôle de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement visée à l'article 2, 11°, a) et b), qui entrent en vigueur :

1° pour les personnes qui n'étaient pas demandeur d'emploi inscrit obligatoirement au 30 juin 2022, au 1^{er} juillet 2022 ;

2° pour les personnes qui étaient demandeur d'emploi inscrit obligatoirement au 30 juin 2022 et qui ont une procédure de contrôle de leur disponibilité active en cours au 30 juin 2022, à dater :

- a) du lendemain de la première évaluation de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;
- b) ou du lendemain de la clôture de la procédure de contrôle de la disponibilité active en cours, suite à une décision d'inéligibilité du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

3° pour les personnes qui n'étaient pas demandeur d'emploi inscrit obligatoirement au 30 juin 2022 et qui se réinscrivent en tant que demandeur d'emploi inscrit obligatoirement après le 30 juin 2022, sans que cette réinscription génère une nouvelle date Eurostat au sens de l'article 16, § 4, alinéa 2, à dater :

- a) du lendemain de la première évaluation de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;
- b) du lendemain de la clôture de la procédure de contrôle de la disponibilité active en cours, suite à une décision d'inéligibilité du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, a), lorsque l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, a), ou 3°, a), est négative, la procédure de contrôle se poursuit, selon la situation du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement concerné, conformément à l'article 18 ou 19.

Pour le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 11°, b), lorsque l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, a), ou 3°, b), est négative, la procédure de contrôle se poursuit en tenant compte des décisions d'évaluation de la disponibilité active prises à son égard antérieurement.

Art. 31. La Ministre de l'emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40425]

21 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering van 21 december 2022 tot uitvoering van de artikelen 4/4, § 2, en 35 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi"

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", artikel 4/4, § 2, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2021, en artikel 35, leden 5 tot 7, vervangen door het decreet van 12 november 2021;

Gelet op het rapport van 28 juni 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 25 oktober 2021 ;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Forem, gegeven op 16 november 2021;

Gelet op het advies nr. 95/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 13 mei 2022;

Gelet op het advies 71.956/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Afdeling 1. - Begripsomschrijvingen – Berekening der termijnen

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 6 mei 1999: het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

2° het decreet van 12 november 2021 : het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

3° het koninklijk besluit van 25 november 1991: het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

4° het besluit van 21 december 2022: het besluit van 21 december 2022 ter uitvoering van het decreet van 12 november 2022 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

5° "Forem" : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

6° de Controledienst: de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999;

7° de Begeleidingsdienst: de dienst van FOREM belast met het operationeel beheer van de begeleiding van werkzoekenden als bepaald bij het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

8° passieve beschikbaarheid : de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt als bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 voor de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in 11°, a);

9° actieve beschikbaarheid : de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt als bedoeld in artikel 36/1, lid 3, 2°, of in artikel 58, § 1, lid 1 en lid 2, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

10° de aangepaste beschikbaarheid: de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt als bedoeld in artikel 56/2 van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

11° de verplicht ingeschreven werkzoekende: iedere werkzoekende:

a) in de zin van artikel 1bis, 2°/1, van het decreet van 6 mei 1999;

b) in de zin van artikel 1bis, 2°/2, van het decreet van 6 mei 1999;

c) in de zin van artikel 1bis, 2°/3, van het decreet van 6 mei 1999;

12° de deeltijdse werknemer met behoud van rechten: de verplicht ingeschreven werkzoekende die deeltijdse werknemer is met behoud van rechten die in aanmerking komt voor het leefloon en wiens arbeidsregeling normalerwijze gemiddeld per week een aantal uren bevat:

a) dat minstens gelijk is met de helft van het aantal wekelijkse arbeidsuren, gepresteerd door de referentiepersoon in de zin van artikel 56/2, § 2, lid 1, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

b) of dat lager is dan de helft van het aantal wekelijkse arbeidsuren, gepresteerd door de referentiepersoon na de periode van de eerste twaalf ononderbroken maanden in de zin van artikel 56/2, § 2, lid 1, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

13° controlegesprek: het gesprek tijdens hetwelk:

a) de controledienst de gezamenlijke inspanningen om actief naar werk te zoeken, verstrekt door de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in 11°, a) en b), onderzoekt;

b) de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in 11°, a) en b), inlichtingen verstrekt over de stappen die hij heeft ondernomen om actief naar werk te zoeken tijdens de gecontroleerde periode en zijn bemerkingen verwoordt over het onderzoek gevoerd door de controledienst naar de inachtneming van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid;

14° hoorzitting: het gesprek met fysieke aanwezigheid waarin de controledienst voornemens is, de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in 11°, a) en c), te horen over de potentieel aan betwisting onderhevige toestand die hem verweten wordt in verband met zijn verplichtingen inzake passieve beschikbaarheid en zijn verweermiddelen;

15° RVA: de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bedoeld in artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Art. 3. § 1. Behoudens andersluidende bepaling waarbij nader bepaald wordt dat het werkdagen betreft, wordt in kalenderdagen geteld wanneer dit besluit in termijnen voorziet, die in dagen worden uitgedrukt.

Voor de berekening van termijnen, uitgedrukt in kalenderdagen, wordt de termijn berekend vanaf daags na de gebeurtenis die de termijn inzet.

Voor de berekening van de termijnen, uitgedrukt in werkdagen, wordt de termijn berekend vanaf de eerste werkdag daags na de gebeurtenis die de termijn inzet.

Voor de berekening van de termijnen, uitgedrukt in kalenderdagen, worden alle kalenderdagen verrekend.

Voor de berekening van de termijnen, uitgedrukt in werkdagen, worden alle kalenderdagen verrekend uitgezonderd de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen.

Als een termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag ophoudt, is de laatste dag van de termijn de eerstvolgende werkdag.

§ 2. Wanneer dit besluit in termijnen voorziet die in maanden worden uitgedrukt, wordt de termijn berekend vanaf daags na de gebeurtenis die de termijn inzet.

Als een termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag ophoudt, is de laatste dag van de termijn de eerstvolgende werkdag.

Afdeling 2 - Uitvoering door de controledienst van diens opdrachten en richtsnoeren

Art. 4. Ter uitvoering van artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999 beoordeelt de dienst:

1° overeenkomstig hoofdstuk 2, de inachtneming door de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a), van diens verplichtingen inzake passieve beschikbaarheid;

2° overeenkomstig hoofdstuk 3, de inachtneming door de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a), van diens verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid;

3° overeenkomstig hoofdstuk 4, de inachtneming door de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, b), van diens verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid;

4° overeenkomstig hoofdstuk 5, de inachtneming door de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, c), van diens verplichtingen inzake aangepaste beschikbaarheid.

Art. 5. § 1. Onverminderd artikel 14, § 1, lid 2, artikel 17, lid 2, artikel 18, § 3, lid 2, en § 4, artikel 19, § 3, lid 2, en § 4, artikel 20, § 2, artikel 23, § 1, lid 2, en § 2, en artikel 25 roept de controledienst de verplicht ingeschreven werkzoekende op voorafgaandelijk aan iedere beslissing betreffende de beoordeling van de actieve, passieve of aangepaste beschikbaarheid:

1° wanneer de controle verband houdt met de inachtneming van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, voor een controlegesprek;

2° wanneer de controle verband houdt met de inachtneming van zijn verplichtingen inzake passieve of aangepaste beschikbaarheid, voor een hoorzitting.

§ 2. Tijdens de controlegesprekken heeft de verplicht ingeschreven werkzoekende de mogelijkheid om zich te laten bijstaan door een advocaat, een afgevaardigde van een werknemersorganisatie die een erkende betaalinstantie heeft opgericht of zijn bewindvoerder of door niemand.

Tijdens de hoorzittingen heeft de verplicht ingeschreven werkzoekende de mogelijkheid om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een afgevaardigde van een werknemersorganisatie die een erkende betaalinstantie heeft opgericht of zijn bewindvoerder of door niemand.

§ 3. De verplicht ingeschreven werkzoekende die een schriftelijk verweer wenst te voeren, maakt dit aan de controledienst over op het adres, vermeld in de oproeping, uiterlijk de laatste werkdag voorafgaand aan de werkdag waarvoor de controledienst hem opgeroepen heeft.

Het schriftelijk verweer is enkel mogelijk voor hoorzittingen.

Art. 6. § 1. De controle van de verplichtingen inzake actieve, passieve of aangepaste beschikbaarheid wordt door de controledienst verricht op grond van volgende informatie waarover hij beschikt op het ogenblik van het controlegesprek of de hoorzitting:

1° informatie afkomstig van de verplicht ingeschreven werkzoekende;

2° informatie afkomstig van de andere diensten van FOREm die tussenbeide komen in het begeleidingstraject van de verplicht ingeschreven werkzoekende;

3° informatie afkomstig van de begeleidingspartners en derden die tussenbeide komen in het begeleidingstraject van de verplicht ingeschreven werkzoekende, krachtens hoofdstuk 4 van het decreet van 12 november 2021 of artikel 7 van het decreet van 6 mei 1999, enkel de informatie betreffende de afwezigheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende van de prestaties en het motief daarvoor;

4° informatie afkomstig van openbare instellingen zoals de RVA, opdat FOREm na kan gaan of de verplicht ingeschreven werkzoekende ten aanzien van zijn recht op werkloosheidsuitkeringen in het kader van de controle op zijn beschikbaarheid op de arbeidsmarkt opgeroepen of beoordeeld kan worden door de controledienst;

5° informatie afkomstig van de RVA, opdat FOREm na kan gaan of de verplicht ingeschreven werkzoekende ten aanzien van toestanden van werkloosheid afhankelijk van de wil van de werknemer als bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 een controle-opdracht uitvoert over de passieve beschikbaarheid, zich niet in een toestand van recidive bevindt in de zin van artikel 52, § 2, van hetzelfde besluit of van uitstel of verwittiging in de zin van artikel 53bis van hetzelfde besluit.

De informatie bedoeld in lid 1, 2°, omvat voor de uitoefening door de controledienst van zijn controle-opdrachten over de actieve beschikbaarheid met name:

1° het dossier die de referentie-adviseur overmaakt aan de controledienst en minstens de volgende relevante informatie bevat:

a) voor de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a) en b), zijn vaststellingen inzake de opvolging van zijn begeleiding van het sectorale of socioprofessionele type ten opzichte van de uitvoering van de acties van het actieplan bij het evaluatieproces over de niet-geformaliseerde of geformaliseerde opleiding en, in voorkomend geval, informatie betreffende andere acties uitgevoerd door de verplicht ingeschreven werkzoekende;

b) voor de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a), zijn vaststelling betreffende de onmogelijkheid om zich uit te spreken over de inachtneming van de verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid op de arbeidsmarkt voor de verplicht ingeschreven werkzoekende, als bedoeld in artikel 53 van het besluit van 21 december 2022;

2° voor de periode gaande van de beslissing tot overmaken, aan de controledienst, van het dossier als bedoeld in 1° totdat er hem een beslissing inzake onontvankelijkheid van het dossier, het niet in aanmerking komen van de verplicht ingeschreven werkzoekende of positieve beoordeling van zijn inspanningen in het zoeken naar werk wordt medegedeeld door de controledienst, voor de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a), de vaststellingen en de gunstige adviezen van de referentie-adviseur inzake de opvolging van zijn begeleiding ten opzichte van de uitvoering van de acties van het actieplan tijdens het evaluatieproces van de niet-geformaliseerde opleiding als bedoeld in artikel 54, §§ 1 en 2, 2°, van het besluit van 21 december 2022.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de evaluatiebeslissing worden genomen op grond van informatie medegedeeld na het controlegesprek of de hoorzitting wanneer er ten gevolge daarvan overeengekomen wordt dat:

1° de verplicht ingeschreven werkzoekende over een termijn beschikt om de bijkomende stukken die hij wenst over te maken ter staving van de bemerkingen en verweermiddelen die hij tijdens het controlegesprek of de hoorzitting ter sprake heeft gebracht toe te zenden;

2° FOREm, in gevolge een gezondheidsprobleem of een probleem van psycho-sociale aard die de verplicht ingeschreven werkzoekende heeft vermeld tijdens het controlegesprek of de hoorzitting met betrekking tot de aan betwisting onderhevige toestanden als bedoeld in artikel 13, 1° tot 3°, nadat beoordeeld werd dat de middelen waarover het beschikt om met deze problematiek ten opzichte van de controle over diens beschikbaarheid, ontoereikend zijn, de verplicht ingeschreven werkzoekende voorstelt om een medisch onderzoek of een anamnese te ondergaan volgens dezelfde nadere regels als bedoeld in artikel 9, lid 4, van het decreet van 12 november 2021.

De informatie als bedoeld in lid 1 wordt medegedeeld binnen de termijn die is vastgesteld tijdens het controlegesprek of de hoorzitting, vervat tussen, afhankelijk van het type mede te delen informatie, een minimumtermijn van tien dagen en een maximumtermijn van veertig dagen.

Het nemen van de beslissing door de controledienst wordt overeenkomstig leden 1 en 2 uitgesteld met de tijd nodig voor het ontvangen en het onderzoeken van de aanvullende elementen voor de evaluatie van de actieve, de passieve of de aangepaste verplicht ingeschreven werkzoekende.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, licht de controledienst de verplicht ingeschreven werkzoekende, wanneer hij een gezondheidsprobleem of een probleem van psycho-sociale aard ter sprake brengt in het controlegesprek of de tijdens de hoorzitting, erover in dat de controledienst, als eerstgenoemde weigert het medisch onderzoek of de anamnese als bedoeld in lid 1, 2°, te ondergaan, kan weigeren om de problematiek als bedoeld in lid 1, 2°, tijdens het onderzoek naar zijn beschikbaarheid in overweging te nemen.

Art. 7. § 1. Na afloop van de controle verricht ter uitvoering van de opdrachten, hem toevertrouwd krachtens artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999, neemt de controledienst een beslissing over de positieve of de negatieve evaluatie van de inachtneming, door de verplicht ingeschreven werkzoekende, van zijn verplichtingen inzake actieve, passieve of aangepaste beschikbaarheid.

De evaluatiebeslissing bedoeld in het eerste lid:

1° bevat het resultaat van de controle en, in geval van een negatieve evaluatie, de desbetreffende sanctie;

2° wordt aan de verplicht ingeschreven werkzoekende medegedeeld binnen de vijftien dagen na het nemen van de beslissing;

3° licht de verplicht ingeschreven werkzoekende in over de gevolgen van de beslissing op zijn rechten en verplichtingen inzake actieve, passieve of aangepaste beschikbaarheid en over het vervolg van de procedure inzake de controle op de beschikbaarheid op de arbeidsmarkt;

4° vermeldt de mogelijkheid voor de werkzoekende om een beroep in te dienen tegen de beslissing van de controledienst bij de arbeidsrechtbank die bevoegd is om kennis te nemen van het beroep, de wijze van indiening ervan en de termijn waarin genoemd beroep dient te worden ingediend;

5° vermeldt de mogelijkheid voor de verplicht ingeschreven werkzoekende om een herzieningsaanvraag in te dienen overeenkomstig hoofdstuk 6 en licht hem erover in dat de indiening van een herzieningsaanvraag niet opschortend is voor de termijn waarin hij een beroep kan indienen bij de rechtbanken van de gerechtelijke orde.

§ 2. Wanneer de beslissing als bedoeld in § 1, lid 1, een gevolg heeft voor het recht op uitkeringen, wordt dit aan de RVA medegedeeld met het oog op de uitvoering ervan.

Wanneer bij de arbeidsrechtbank een beroep wordt ingediend tegen een beslissing van de controledienst, licht FOREm de RVA in over het tot stand gekomen vonnis wanneer dit vonnis de herziening van de beslissing van de controledienst inhoudt.

Art. 8. § 1. Vanaf het ogenblik waarop de controledienst het dossier in handen krijgt als overgemaakt door de andere diensten van FOREm en tot aan het nemen en, in voorkomend geval, het herzien van de beslissing, oefent de controledienst zijn controle-opdracht op onafhankelijke en onpartijdige wijze uit.

Het onafhankelijk en het onpartijdig karakter van de controledienst wordt met name gewaarborgd door volgende organisatorische regels:

1° de functionele scheiding tussen de controledienst en de overige diensten van FOREm, zoals de diensten belast met de begeleidingsopdrachten, de opdrachten inzake bemiddeling tussen vraag en aanbod op de arbeidsmarkt, de evaluatie van vormingen en opleidingen;

2° voor de analyse van het dossier dat aan de controledienst wordt overgemaakt, het in overweging nemen van de relevante gegevens voor de uitvoering van zijn controle-opdracht zonder de invloed of de druk te ondergaan van conflicterende belangen en met name zonder dat de belangen van FOREm, ten opzichte van zijn andere opdrachten, de uitvoering van zijn opdrachten door de controledienst beïnvloeden;

3° de rechtstreekse toegang tot de nuttige informatie zonder dat dit dient te gebeuren via de dienst van FOREm die het dossier aan de controledienst heeft overgemaakt.

§ 2. In de uitoefening van zijn evaluatie-opdrachten inzake actieve, passieve of aangepaste beschikbaarheid:

1° baseert de controledienst zich op de gezamenlijke gegevens die relevant zijn voor de controle op de inachtneming door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake beschikbaarheid op de arbeidsmarkt;

2° neemt hij het profiel van de verplicht ingeschreven werkzoekende in overweging, het beschikbare dienstverleningsaanbod inzake inschakeling en beroepsopleiding, de kansen op de arbeidsmarkt zowel inzake vraag naar en aanbod van openstaande betrekkingen;

3° grondt hij zijn beslissingen enkel op objectieve overwegingen en feiten;

4° garandeert hij het niet-bestaan van elke reëel of vermoedelijk belangenconflict bij de persoon die in de controledienst in voorkomend geval na een controle-onderhoud of een hoorzitting de inachtneming beoordeelt van diens verplichtingen, door de werkzoekende, inzake beschikbaarheid op de arbeidsmarkt.

Telkens als er een schijn van potentieel belangenconflict bestaat in hoofde van de persoon die de evaluatie van de verplicht ingeschreven werkzoekende uitvoert, laat deze zich voor de toepassing van vervangen.

Afdeling 3. – Oproeping van de verplicht ingeschreven werkzoekende voor de controlegesprekken en de hoorzittingen

Art. 9. § 1. De verplicht ingeschreven werkzoekende wordt, in het kader van de beschikbaarheidscontrole, met een eenvoudig schrijven opgeroepen voor de controlegesprekken en de hoorzittingen.

Het controlegesprek of de hoorzittingen vinden ten vroegste plaats de veertiende dag volgend op de verzending van de oproeping bij eenvoudig schrijven, behalve indien FOREm en de verplicht ingeschreven werkzoekende daar anders over overeenkomen.

§ 2. In de oproeping voor het controlegesprek of de hoorzitting licht de controledienst de verplicht ingeschreven werkzoekende in over zijn rechten en verplichtingen.

De oproeping voor het controlegesprek of de hoorzitting vermeldt met name:

1° de reden voor de oproeping voor het controlegesprek of de hoorzitting van de verplicht ingeschreven werkzoekende;

2° datum, uur en plaats van het controlegesprek of de hoorzitting;

3° enkel voor de controlegesprekken, de geldige redenen die FOREm toestaat waarvoor de afwezigheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende van het controlegesprek als gerechtvaardigd wordt beschouwd;

4° de mogelijkheid, voor de verplicht ingeschreven werkzoekende, om zich te laten bijstaan tijdens het controlegesprek of de hoorzitting of zich in voorkomend geval bij de hoorzitting te laten vertegenwoordigen door een advocaat of een afgevaardigde van een representatieve werknemersorganisatie die een erkende betalingsinstelling heeft opgericht of de bewindvoerder over zijn goederen of zijn persoon;

5° enkel voor de hoorzittingen, de mogelijkheid voor de verplicht ingeschreven werkzoekende om zijn verweermiddelen schriftelijk mede te delen.

§ 3. De controledienst organiseert de controlegesprekken met een fysieke aanwezigheid.

Ter afwijking van lid 1 kan FOREm de controlegesprekken via een conference call organiseren. De oproeping van de verplicht ingeschreven werkzoekende voor het controlegesprek via een conference call wordt bij eenvoudig schrijven verricht volgens dezelfde nadere regels als die bedoeld in de paragrafen 1 en 2 en in artikel 10.

Als de controledienst, na beëindiging van het controlegesprek dat via een conference call als bedoeld in lid 2 is gevoerd, geen positieve evaluatiebeslissing neemt over de inachtneming door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid of bij afwezig blijven van het controlegesprek door de verplicht ingeschreven werkzoekende zonder dat hij zijn afwezigheid rechtvaardigt door een geldige, door FOREm aanvaarde, reden uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, roept de controledienst hem bij eenvoudig schrijven op voor een controlegesprek met fysieke aanwezigheid, volgens dezelfde nadere regels als bedoeld in de paragrafen 1 en 2 en in artikel 10.

Art. 10. § 1. De verplicht ingeschreven werkzoekende is op de controlegesprekken aanwezig waarvoor hij door de controledienst wordt opgeroepen op de datum, op het uur en op de plaats vermeld in de oproeping, behalve bij een geldige afwezigheidsreden aanvaard door FOREm en uiterlijk medegedeeld binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek.

Het afwezig blijven van het controlegesprek is gerechtvaardigd als de oorzaak daarvan terug te vinden is in de geldige reden als aanvaard door FOREm.

Als afwezigheid, gerechtvaardigd door een geldige reden aanvaard door FOREm, wordt beschouwd de afwezigheid waarvan de oorsprong te vinden is in omstandigheden die buiten de wil om van de verplicht ingeschreven werkzoekende hun oorzaak vinden, zonder dat het dringende redenen betreft, op voorwaarde dat ze worden aangetoond met geloofwaardige en verifieerbare documenten waarmee, volgens de nadere regels bepaald door FOREm, het bewijs kan worden verstrekt dat de ingeroepen afwezigheidsreden waarachtig is.

§ 2. Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende niet aanwezig is op het controlegesprek waarvoor hij wordt opgeroepen en hij zijn afwezigheid rechtvaardigt door een geldige reden, aanvaard door FOREm uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, wordt de verplicht ingeschreven werkzoekende opnieuw opgeroepen door de controledienst.

§ 3. Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende niet aanwezig is op het controlegesprek waarvoor hij wordt opgeroepen en hij zijn afwezigheid niet rechtvaardigt door een geldige reden, aanvaard door FOREm uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, wordt de verplicht ingeschreven werkzoekende opnieuw, en in afwijking van artikel 9, § 1, lid 1, bij aangetekend schrijven opgeroepen door de controledienst.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende er niet voor gekozen heeft om zijn verweer schriftelijk te houden en noch in persoon noch via vertegenwoordiging aanwezig is op de hoorzitting waarvoor hij wordt opgeroepen, verricht de controledienst een nieuwe oproeping van de verplicht ingeschreven werkzoekende per aangetekend schrijven.

Het controlegesprek of de hoorzitting waarvoor de werkzoekende per aangetekend schrijven wordt opgeroepen, vindt plaats ten vroegste éénentwintig dagen volgend op de oproeping per aangetekend schrijven, behoudens als FOREm en de verplicht ingeschreven werkzoekende daar anders over overeenkomen.

§ 4. Ter afwijking van de paragrafen 1 tot 3 wordt, na drie opeenvolgende al dan niet verantwoorde afwezigheden voor een controlegesprek, een bijzondere oproeping wegens op elkaar volgende afwezigheden door de controledienst per aangetekend schrijven aan de verplicht ingeschreven werkzoekende gericht:

1° wanneer zijn afwezigheid op het derde gesprek gerechtvaardigd is door een geldige reden aanvaard door FOREm, op voorwaarde dat de oproeping voor dat derde gesprek per aangetekend schrijven wordt verstuurd;

2° wanneer de afwezigheid van het derde gesprek al dan niet gerechtvaardigd is als de oproeping voor dat derde gesprek per eenvoudig schrijven is verstuurd.

Ten gevolge van de bijzondere oproeping wegens op elkaar volgende afwezigheden als bedoeld in lid 1, is de verplicht ingeschreven werkzoekende ertoe verplicht zich bij de FOREm-diensten te melden voor het controlegesprek vastgesteld in de oproeping.

Wanneer het de verplicht ingeschreven werkzoekende onmogelijk is zich te melden op het controlegesprek als vastgesteld in de bijzondere oproeping wegens op elkaar volgende afwezigheden wegens een geldige afwezigheidsreden aanvaard door FOREm, uiterlijk medegedeeld binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, is de verplicht ingeschreven werkzoekende ertoe verplicht zich uiterlijk binnen de vijf werkdagen waarin zijn geldige afwezigheidsredenen aanvaard door FOREm eindigt, te melden op de plaats vermeld in de bijzondere oproeping.

HOOFDSTUK II. - Controle op de passieve beschikbaarheid

Art. 11. Ter afwijking van artikel 2, 11°, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk onder verplicht ingeschreven werkzoekende de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a), verstaan.

Art. 12. § 1. Ter uitvoering van zijn controle-opdrachten inzake passieve beschikbaarheid beoordeelt de controledienst de potentieel betwistbare toestanden waarvoor de verplicht ingeschreven werkzoekende uitgesloten kan worden van het voordeel van de uitkeringen als toestand van werkloosheid wegens omstandigheden die afhankelijk zijn van de wil van de verplicht ingeschreven werkzoekende zoals bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

De controledienst behandelt de potentieel betwistbare toestanden als bedoeld in lid 1 op grond van de informatie overgemaakt door de RVA of een andere FOREm-dienst of een betrokken derde.

Wanneer de informatie over een potentieel betwistbare toestand als bedoeld in lid 1 aan de controledienst wordt overgemaakt, ontvangt laatstgenoemde het dossier en onderzoekt er de ontvankelijkheid van.

§ 2. Een dossier betreffende een potentieel betwistbare toestand als bedoeld in § 1, lid 1, is ontvankelijk als het beantwoordt aan twee volgende voorwaarden tegelijk:

1° het dossier heeft betrekking op een potentieel betwistbare toestand als toestand van werkloosheid ten gevolge van omstandigheden afhankelijk van de wil van de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 waarvoor FOREm bevoegd is om de controle inzake passieve beschikbaarheid uit te voeren;

2° het dossier heeft betrekking op een potentieel betwistbare toestand die zich heeft voorgedaan op het ogenblik waarop de verplicht ingeschreven werkzoekende onderworpen is aan de toepassing van de artikelen 51 tot 53^{bis} van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

§ 3. Als het dossier ontvankelijk is, roept de controledienst overeenkomstig de artikelen 9 en 10 de verplicht ingeschreven werkzoekende op voor een hoorzitting betreffende de feiten die als grond hebben gediend voor het overmaken van een potentieel betwistbare toestand als bedoeld in § 1, lid 1, en zijn verweermiddelen.

Art. 13. Voor de beoordeling van volgende potentieel betwistbare toestanden beoordeelt de controledienst als onbeschikbaar voor de arbeidsmarkt en bestraft overeenkomstig artikel 14, § 3, als werkloze als gevolg van omstandigheden afhankelijk van zijn wil na:

1° het afzien van een opleiding zonder wettige reden in de zin van artikel 51, § 1, lid 2, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de verplicht ingeschreven werkzoekende die zonder wettige reden aanvaard door FOREm afziet van, of die wegens zijn foutieve houding verantwoordelijk is voor het stopzetten van een opleiding met een duur van minstens 4 weken na afloop waarvan bij welslagen een diploma, een getuigschrift of enig ander document wordt uitgereikt en waarmee hij toegang kan krijgen tot een betrekking waarvan het weinig waarschijnlijk is dat hij er toegang toe kan krijgen bij ontstentenis van de opleiding;

2° het zich niet aanmelden bij een werkgever of een weigering van een passende dienstbetrekking in de zin van artikel 51, § 1, lid 2, 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de verplicht ingeschreven werkzoekende die:

a) zich niet meldt op een afspraak in het kader van een aanwervingsproces waarvoor hij door de werkgever rechtstreeks of via de tussenkomst van FOREm verzocht wordt zich aan te melden wanneer laatstgenoemde vooraf voor de werkgever een preselectie van kandidaten heeft doorgevoerd, zonder dat deze afwezigheid gerechtvaardigd is door een geldige reden aanvaard door FOREm en op voorwaarde dat de betrekking waarvoor de verplicht ingeschreven werkzoekende verzocht is zich aan te melden, voldoet aan de criteria van passende betrekking zoals vastgesteld krachtens artikel 51, § 2, lid 1, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

b) een concreet voorstel van indienstneming weigert in een betrekking die voldoet aan de criteria van passende dienstbetrekking als vastgesteld krachtens artikel 51, § 2, lid 1, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° een weigering tot opleiding in de zin van artikel 51, § 1, lid 2, 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de verplicht ingeschreven werkzoekende die niet zonder wettige reden aanvaard door FOREm een opleiding aanvangt als bepaald in het kader van het actieplan als bedoeld in afdeling 4 van hoofdstuk 2 van het besluit van 21 december 2021, met een minimumduur van vier weken na afloop waarvan bij welslagen een diploma, een

getuigeschrift of enig ander document wordt uitgereikt en waarmee hij toegang kan krijgen tot een betrekking waarvan het weinig waarschijnlijk is dat hij er toegang toe kan krijgen bij ontstentenis van de opleiding;

4° het zich, zonder voldoende rechtvaardiging, niet aanmelden bij FOREm in de zin van artikel 51, § 1, lid 2, 4°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de verplicht ingeschreven werkzoekende die zich niet aanmeldt:

a) voor een balans- of opvolgingsgesprek als bedoeld in de afdelingen 3 en 7 van hoofdstuk 2 van het besluit van 21 december 2022 waartoe hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen zonder dat deze afwezigheid gerechtvaardigd is door een geldige reden aanvaard door FOREm;

b) een gesprek bij de maatschappelijk assistent wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende een specifiek begeleidingstraject geniet in de zin van artikel 58, § 1, lid 3, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 of een niet-toeleidbare werkzoekende is in de zin van artikel 27, lid 1, 19°, van hetzelfde besluit;

5° de weigering om deel te nemen of mee te werken aan een actieplan in de zin van artikel 51, § 1, lid 2, 5°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de verplicht ingeschreven werkzoekende die bij het balansgesprek of een opvolgingsgesprek, geweigerd heeft om het actieplan te ondertekenen overeenkomstig artikel 35, § 2, van het besluit van 21 december 2022 of het formeel actieplan overeenkomstig artikel 45, § 1, van hetzelfde besluit of het laatste formeel actieplan overeenkomstig artikel 47, § 1, en die overeenkomstig artikel 35, § 3, van hetzelfde besluit het document ondertekent waarmee hij ten volle bewust van de gevolgen van de weigering over zijn verplichtingen inzake beschikbaarheid erkent niet begeleid te willen worden door FOREm;

6° het stopzetten of de mislukking van het actieplan in de zin van artikel 51, § 1, lid 2, 6°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de verplicht ingeschreven werkzoekende die tijdens het balansgesprek of een opvolgingsgesprek, via verbaal of niet-verbaal gedrag agressief is, weerstand biedt of de uitvoering van zijn actieplan verhinderd en openlijk blijkt geeft van zijn voornemen om zijn actieplan, zijn formeel actieplan of zijn laatste formeel actieplan niet te verwezenlijken, op voorwaarde dat die feitelijke toestand vastgesteld wordt in het gespreksverslag bedoeld in artikel 43 van het besluit van 21 december 2022.

Art. 14. § 1. Ten gevolge van de hoorzitting als bedoeld in artikel 12, § 3, neemt de controledienst een beslissing inzake de inachtneming, door de verplicht ingeschreven werkzoekende, van zijn verplichtingen inzake passieve beschikbaarheid ten opzichte van de onderzochte, potentieel betwistbare toestand.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende zich noch in persoon noch via vertegenwoordiging voor de hoorzitting aanmeldt waarvoor hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen, neemt de controledienst, in afwijking van lid 1, een beslissing op grond van enkel de informatie waarover hij krachtens artikel 6 beschikt, waaronder in voorkomend geval begrepen de schriftelijk door de verplicht ingeschreven werkzoekende medegedeelde verweermiddelen.

§ 2. Wanneer uit de beoordeling van zijn verplichtingen inzake passieve beschikbaarheid ten opzichte van de onderzochte, potentieel betwistbare toestand blijkt dat de verplicht ingeschreven werkzoekende niet in overtreding is van zijn verplichting inzake passieve beschikbaarheid, wordt het dossier door de controledienst zonder gevolg geklasseerd.

§ 3. Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende, ten gevolge van de beoordeling van zijn verplichtingen inzake passieve beschikbaarheid ten opzichte van de onderzochte, potentieel betwistbare toestand, beschouwd wordt als een werkloze als gevolg van omstandigheden afhankelijk van zijn wil, beslist de controledienst over de overeenkomstig de artikelen 52bis en 53bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 toe te passen sanctie.

Wanneer de betwistbare toestand als bedoeld in lid 1 deel uitmaakt van de acties bepaald in het actieplan als bedoeld in artikel 34 van het besluit van 21 december 2022 of het formeel actieplan als bedoeld in artikel 45, § 1, van hetzelfde besluit of het laatste formeel actieplan als bedoeld in artikel 47, § 1, van hetzelfde besluit, kan de betrokken actie niet in overweging worden genomen in de beoordeling van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende.

HOOFDSTUK III. - Controle van de actieve beschikbaarheid van de werkloze

Art. 15. Ter afwijking van artikel 2, 11°, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk onder verplicht ingeschreven werkzoekende de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, a), verstaan.

Art. 16. § 1. De controledienst beoordeelt, overeenkomstig artikel 58/6 van het koninklijk besluit van 25 november 1991, de inspanningen in het actief zoeken naar werk als bedoeld in artikel 58, § 1, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit, van de verplicht ingeschreven werkzoekende wiens dossier door de begeleidingsdienst wordt overgemaakt aan de controledienst wanneer overeenkomstig artikel 48, § 3, van het besluit van 21 december 2022 de verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende niet automatisch beschouwd kunnen worden als vervuld op grond van de coaching- en oplossingsgerichte georiënteerde begeleiding of wanneer overeenkomstig artikel 53 van hetzelfde besluit, ten gevolge van de afwezigheden van de verplicht ingeschreven werkzoekende, de referentie-adviseur niet over toereikende gegevens beschikt om te kunnen oordelen of diens verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid in acht worden genomen.

§ 2. Binnen de tien dagen volgend op het overmaken van het dossier van de verplicht ingeschreven werkzoekende door de begeleidingsdienst, verifieert de controledienst de ontvankelijkheid van het dossier.

Om ontvankelijk te zijn :

- voldoet de verplicht ingeschreven werkzoekende wiens dossier wordt overgemaakt aan de controledienst, aan de verplichtingen bedoeld in artikel 58/2 van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

- wordt het dossier overgemaakt overeenkomstig de betalingen bedoeld bij of krachtens artikel 15, § 3, van het decreet van 12 november 2021.

Als één van de ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in lid 2 ontbreekt, verklaart de controledienst het dossier onontvankelijk voor het opstarten van de controleprocedure inzake actieve beschikbaarheid door zijn dienst en licht er de begeleidingsdienst in de verplicht ingeschreven werkzoekende over in.

§ 3. Wanneer het dossier ontvankelijk is, gaat de controledienst na of de verplicht ingeschreven werkzoekende in aanmerking komt voor de controleprocedure inzake actieve beschikbaarheid.

Wanneer het dossier ontvankelijk is en de verplicht ingeschreven werkzoekende in aanmerking komt voor de controleprocedure inzake actieve beschikbaarheid, roept de controledienst hem op voor een controlegesprek volgens de nadere regels vastgesteld in de artikelen 9 en 10.

Tijdens het controlegesprek gaat de controledienst na of de verplicht ingeschreven werkzoekende verder in aanmerking komt voor de controleprocedure inzake actieve beschikbaarheid.

Komt daarvoor niet in aanmerking in de zin van lid 1 of 3 de verplicht ingeschreven werkzoekende die, gedurende een periode gelijk aan of langer dan drie maanden gelegen na het overmaken van het dossier aan de controledienst, niet voldoet aan één van de voorwaarden als bedoeld in artikel 58/2 van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

Bij niet in aanmerking komen van de werkzoekende voor de controleprocedure inzake actieve beschikbaarheid geeft FOREm hem kennis van zijn beslissing en deelt deze laatste mee aan de referentie-adviseur.

§ 4. De controle inzake de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in paragraaf 1 heeft betrekking op de periode gelegen tussen de dag voor het controlegesprek als bedoeld in § 1 en de meest recente gebeurtenis onder volgende:

1° het laatste opvolgingsonderhoud als bedoeld in artikel 29 van het besluit van 21 december 2022, na afloop waarvan de verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende op onweerlegbare wijze vervuld worden geacht overeenkomstig artikel 42, § 2, lid 1, van hetzelfde besluit;

2° de kennisgeving van de laatste evaluatie van de werkzoekende door de controledienst;

3° de laatste Eurostat datum, gegenereerd voor de verplicht ingeschreven werkzoekende.

Onder Eurostat datum in de zin van lid 1, 3°, wordt de datum verstaan die overeenstemt met de eerste dag waarop een persoon tegelijk zonder werk is, beschikbaar is op de arbeidsmarkt en ingeschreven is als werkzoekende bij de bevoegde gewestelijke arbeidsbemiddelingsdienst ten gevolge van een ononderbroken periode van minstens drie maanden waarin één van deze drie voorwaarden niet of niet meer was vervuld.

Art. 17. Ten gevolge van het controlegesprek bedoeld in artikel 16, § 3, wordt door de controledienst:

1° een positieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde voldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd;

2° een negatieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde onvoldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd en over de sanctie beslist overeenkomstig artikel 20.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende zich niet aanmeldt voor het controlegesprek waarvoor hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen en geen aannemelijke reden aan FOREm meedeelt uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, neemt de controledienst in afwijking van lid 1 een beslissing op grond van enkel de informatie waarover hij krachtens artikel 6 beschikt.

Art. 18. § 1. Wanneer de controledienst overeenkomstig artikel 17 een negatieve evaluatiebeslissing neemt betreffende de inachtneming van de verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, verricht de controledienst een nieuwe evaluatie van de verplicht ingeschreven werkzoekende binnen de zes maanden te rekenen van de kennisgeving van de negatieve evaluatiebeslissing bedoeld in artikel 17.

§ 2. In de loop van de vijfde maand volgend op de kennisgeving van de negatieve evaluatie bedoeld in artikel 17 of, in geval van een sanctie van tijdelijke uitsluiting, in de loop van de vijfde maand volgend op het verstrijken van de uitsluiting die wordt toegepast ingevolge de negatieve evaluatie bedoeld in artikel 17, wordt de verplicht ingeschreven werkzoekende opgeroepen voor een controlegesprek overeenkomstig de artikelen 9 en 10.

De controle inzake de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in lid 1 heeft betrekking op de periode gelegen tussen de dag voor het controlegesprek, als bedoeld in lid 1, en daags na het controlegesprek als bedoeld in artikel 16, § 3, lid 3.

§ 3. Ten gevolge van het controlegesprek bedoeld in § 2, lid 1, wordt door de controledienst:

1° een positieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde voldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd;

2° een negatieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde onvoldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd en over de sanctie beslist overeenkomstig artikel 20.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende zich niet aanmeldt voor het controlegesprek waarvoor hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen en zijn afwezigheid niet rechtvaardigt met een door FOREm aanvaarde reden uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, neemt de controledienst in afwijking van lid 1 een beslissing op grond van enkel de informatie waarover hij krachtens artikel 6 beschikt.

§ 4. Ter afwijking van de paragrafen 2 en 3 neemt de controledienst, zonder dat de verplicht ingeschreven werkzoekende niet opgeroepen wordt voor een controlegesprek, een positieve evaluatiebeslissing inzake de inachtneming door laatstgenoemde van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer de begeleidingsdienst een gunstig advies heeft uitgebracht als bedoeld in artikel 54, § 2, 1°, van het besluit van 21 december 2022, met betrekking tot een minimumperiode van vier maanden die de periode dekt als bedoeld in paragraaf 2, lid 2.

Art. 19. § 1. Wanneer de controledienst overeenkomstig artikel 18 een negatieve evaluatiebeslissing neemt betreffende de inachtneming van de verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, verricht de controledienst een nieuwe evaluatie van de verplicht ingeschreven werkzoekende en gaat binnen de zes maanden te rekenen van de kennisgeving van de negatieve evaluatiebeslissing bedoeld in artikel 18 over tot een nieuwe evaluatie van de verplicht ingeschreven werkzoekende.

§ 2. In de loop van de vijfde maand volgend op de kennisgeving van de sanctie toegepast ingevolge negatieve evaluatie bedoeld in artikel 18, wordt de verplicht ingeschreven werkzoekende opgeroepen voor een controlegesprek overeenkomstig de artikelen 9 en 10.

De controle inzake de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende als bedoeld in lid 1 heeft betrekking op de periode gelegen tussen de dag voor het controlegesprek, als bedoeld in lid 1, en daags na het controlegesprek als bedoeld in artikel 18, § 2, lid 1.

§ 3. Ten gevolge van het controlegesprek bedoeld in § 2 wordt door de controledienst:

1° een positieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde voldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd;

2° een negatieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde onvoldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd en over de sanctie beslist overeenkomstig artikel 20.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende zich niet aanmeldt voor het controlegesprek waarvoor hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen en zijn afwezigheid niet rechtvaardigt met een door FOREm aanvaarde reden uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, neemt de controledienst in afwijking van lid 1 een beslissing op grond van enkel de informatie waarover hij krachtens artikel 6 beschikt.

§ 4. Ter afwijking van de paragrafen 2 en 3 neemt de controledienst, zonder dat de verplicht ingeschreven werkzoekende niet opgeroepen wordt voor een controlegesprek, een positieve evaluatiebeslissing inzake de inachtneming door laatstgenoemde van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer de begeleidingsdienst een gunstig advies heeft uitgebracht als bedoeld in artikel 54, § 2, 1°, van het besluit van 21 december 2022, met betrekking tot een minimumperiode van vier maanden die de periode dekt als bedoeld in paragraaf 2, lid 2.

Art. 20. § 1. In geval van negatieve evaluatie door de controledienst overeenkomstig artikel 17, 18 of 19, bestraft de controledienst de verplicht ingeschreven werkzoekende overeenkomstig artikel 58/9 van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

Voor de toepassing van artikel 58/9, § 4, van hetzelfde koninklijk besluit wordt gelijkgesteld met een positieve evaluatie, de periode waarvoor de verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende automatisch als vervuld beschouwd overeenkomstig artikel 42, § 2, lid 1, van het besluit van 21 december 2022.

§ 2. Wanneer de controledienst een negatieve evaluatiebeslissing neemt wat de inachtneming betreft, door de verplicht ingeschreven werkzoekende, van diens verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid overeenkomstig artikel 17, lid 2, of 18, § 3, lid 2, of 19, § 3, lid 2, licht de controledienst, bij de kennisgeving van de beslissing en van de sanctie, de verplicht ingeschreven werkzoekende erover in dat hij de mogelijkheid heeft om zich bij de controledienst te melden binnen de dertig werkdagen volgend op het controlegesprek waartoe hij per aangetekend schrijven is opgeroepen.

Bij spontane aanmelding als bedoeld in lid 1 plegen de controledienst en de verplicht ingeschreven werkzoekende overleg over een nieuwe datum voor een controlegesprek en een specifieke oproeping voor dat controlegesprek waarvoor de datum bij overleg overeengekomen is wordt hem overhandigd door de controledienst, de dag waarop hij zich spontaan aanmeldt.

Het controlegesprek als gevolg van een spontane aanmelding heeft plaats uiterlijk vijf werkdagen volgend op de spontane aanmelding van de verplicht ingeschreven werkzoekende.

Ingevolge het controlegesprek als gevolg van een spontane aanmelding neemt de controledienst een beslissing overeenkomstig de bepalingen van lid 1.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende niet aanwezig is op het controlegesprek waarvoor hij wordt opgeroepen als gevolg van een spontane aanmelding en hij zijn afwezigheid niet rechtvaardigt door een geldige reden aanvaard door FOREm binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, worden, in afwijking van artikel 10, § 3, de negatieve evaluatiebeslissing wat de inachtneming betreft, door de verplicht ingeschreven werkzoekende, van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, evenals de overeenkomstig artikel 20 medegegeelde sanctie, in stand gehouden.

HOOFDSTUK IV. - Controle van de actieve beschikbaarheid van de jongere in een instapstage

Art. 21. Ter afwijking van artikel 2, 11°, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk onder verplicht ingeschreven jonge werkzoekende de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende als bedoeld in artikel 2, 11°, b), verstaan.

Art. 22. § 1. Ter uitvoering van zijn controle-opdrachten inzake actieve beschikbaarheid beoordeelt de controledienst overeenkomstig artikel 36/6 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 de inspanningen inzake het actief zoeken naar werk, als bedoeld in artikel 36, § 1, 6°, van hetzelfde besluit, van de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende;

1° twee maal in de loop van 310 dagen volgend op de aanvang van de instapstage;

2° alle zes maanden van de evaluatie bedoeld in lid 2, onder 1°, zolang de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende geen positieve evaluatie gekregen heeft;

3° alle zes maanden te rekenen van de negatieve evaluatie bedoeld in lid 2, 2°, zolang de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende geen positieve evaluatie gekregen heeft.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°:

1° vindt de eerste evaluatie plaats ten vroegste in de loop van de vijfde maand volgend op de aanvang van de instapstage;

2° vindt de tweede evaluatie plaats uiterlijk in de loop van de tiende maand volgend op de aanvang van de instapstage.

Als de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende, na ingelicht te zijn over de gevolgen van het afzien van de opening van zijn recht op de inschakelingsuitkeringen, vrijwillig en uitdrukkelijk afziet van de evaluaties van zijn inspanningen in het actief zoeken naar werk in de loop van zijn instapstage, schort FOREm, in afwijking van lid 1, zijn evaluaties op. De opschorting wordt automatisch opgeheven als de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende een evaluatie aanvraagt bij de controledienst.

Te rekenen van de derde evaluatie van de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende schort FOREm in afwijking van lid 1, 2° en 3°, de evaluaties op wanneer de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende afwezig is van het controlegesprek waartoe hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen, zonder dat hij zijn afwezigheid rechtvaardigt met een geldige reden aanvaard door FOREm binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek. FOREm licht de werkzoekende erover in dat hij niet meer zal worden opgeroepen, tenzij hij een nieuwe evaluatie bij de controledienst aanvraagt.

§ 2. De controledienst roept volgens de nadere regels vastgesteld in de artikelen 9 en 10 de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende op voor een controlegesprek aangaande zijn actieve beschikbaarheid:

1° voor de twee evaluaties bedoeld in § 1, lid 1, 1°, respectievelijk in de loop van de vijfde en van de tiende maand volgend op de aanvang van zijn instapstage;

2° voor de evaluatie, als bedoeld in § 1, lid 1, 2°, uiterlijk in de loop van de zesde maand volgende op de vorige evaluatie.

Voor diens evaluatie als bedoeld in § 1 gaat de controledienst na of de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende voldoet aan de verplichtingen bedoeld in artikel 36/2 van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

De controle over de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende als bedoeld in lid 1 heeft betrekking op de periode gelegen:

1° tussen de dag voor het controlegesprek als bedoeld in lid 1 en de dag na het vorige controlegesprek;

2° of als het de eerste evaluatie betreft, tussen de dag voor het controlegesprek als bedoeld in lid 1 en de aanvang van de instapstage.

Art. 23. § 1. Ten gevolge van het controlegesprek bedoeld in artikel 22, § 2, wordt door de controledienst:

1° een positieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde voldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd;

2° een negatieve evaluatiebeslissing genomen wat de inachtneming betreft door de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid wanneer laatstgenoemde onvoldoende inspanningen inzake het actief zoeken naar werk heeft geleverd.

Wanneer de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende zich niet aanmeldt voor het controlegesprek waarvoor hij per aangetekend schrijven wordt opgeroepen en zijn afwezigheid niet rechtvaardigt met een door FOREm aanvaarde reden uiterlijk binnen de vijf werkdagen volgend op het gemiste controlegesprek, neemt de controledienst in afwijking van lid 1 een beslissing op grond van enkel de informatie waarover hij krachtens artikel 6 beschikt.

§ 4. Ter afwijking van paragraaf 1 en artikel 22, § 2, lid 1, neemt de controledienst, zonder dat de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende opgeroepen wordt voor een controlegesprek, een positieve evaluatiebeslissing inzake de inachtneming door laatstgenoemde van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid:

1° wanneer de controledienst, voor de periode bedoeld in artikel 22, § 1, lid 2, over voldoende gegevens beschikt met betrekking tot gebeurtenissen waarvan de aard en de duur overeenstemmen met de voorwaarden bepaald bij artikel 36/7 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 om gelijkgesteld te worden met een positieve evaluatie van het gedrag van de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende inzake het actief zoeken naar werk;

2° wanneer de begeleidingsdienst een gunstig advies heeft uitgebracht als bedoeld in artikel 15, § 4, lid 1, van het decreet van 12 november 2021 en in de artikelen 42, § 2, lid 2, en 46, § 2, lid 2, van het besluit van 21 december 2022, met betrekking tot een minimumperiode van drie maanden die de periode als bedoeld in artikel 22, § 2, lid 3, dekt.

HOOFDSTUK V. - Controle van de aangepaste beschikbaarheid

Art. 24. In afwijking van artikel 2, 11°, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk onder verplicht ingeschreven werkzoekende verstaan de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 11°, c).

Art. 25. § 1. Bij de uitvoering van zijn controleopdrachten op aangepaste beschikbaarheid, beoordeelt de Controledienst of de verplicht ingeschreven werkzoekende zijn verplichtingen inzake aangepaste beschikbaarheid nakomt, overeenkomstig artikel 56/5 van het koninklijk besluit van 25 november 1991,

1° uiterlijk in de twaalfde maand na de start van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, indien de werkzoekende een verplicht ingeschreven werkzoekende is die een voltijdse werkloosheidsuitkering ontvangt en de leeftijd van 60 jaar bereikt of weldra bereikt, of indien de werkzoekende een verplicht ingeschreven werkzoekende is die het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag geniet;

2° één keer om de 24 maanden als het gaat om een verplicht ingeschreven werkzoekende die een deeltijdse werknemer is met behoud van de rechten bedoeld in artikel 2, 12°.

De beslissing tot globale evaluatie bedoeld in het eerste lid:

1° maakt definitief een einde aan de verplichtingen inzake aangepaste beschikbaarheid voor de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in § 1, 1°;

2° maakt een einde aan de lopende evaluatieperiode van de aangepaste beschikbaarheid voor de verplicht ingeschreven werkzoekende die deeltijds werkt met behoud van de rechten bedoeld in artikel 2, 12°, hetgeen tot gevolg heeft dat een nieuwe periode van evaluatie van de naleving van zijn verplichtingen van aangepaste beschikbaarheid aanvangt.

§ 2. Binnen de in § 1 vastgestelde termijnen stelt de Controledienst de in § 1 bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende zonder dat hij wordt opgeroepen voor een controlegesprek, in kennis van een positieve beslissing tot globale evaluatie over de naleving van zijn verplichtingen van aangepaste beschikbaarheid indien er voor de betrokken evaluatieperiode van zijn aangepaste beschikbaarheid geen negatieve beslissing is op basis van een betwiste situatie onderzocht en bestraft overeenkomstig § 3.

§ 3. Voor elke potentieel betwistbare situatie zoals bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering en overeenkomstig artikel 13, die zich voordoet tijdens de begeleiding van de verplicht ingeschreven werkzoekende tijdens de evaluatieperiode van de naleving van de in § 1 bedoelde verplichtingen van aangepaste beschikbaarheid, nodigt de Controledienst de verplicht ingeschreven werkzoekende uit om te worden gehoord, overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in de artikelen 9 en 10.

Na de in het eerste lid bedoeld hoorzitting of het ontvangen schriftelijk verweer, of bij verstek in geval van afwezigheid op bedoelde hoorzitting en zonder ontvangen schriftelijk verweer, volgens dezelfde modaliteiten als die van artikel 14, zal de controledienst:

1° het dossier geen enkel gevolg geven wanneer blijkt dat er geen sprake is van niet-naleving van de verplicht ingeschreven werkzoekende aan zijn verplichtingen inzake aangepaste beschikbaarheid;

2° in geval van niet-naleving, een globale negatieve beslissing nemen over de naleving door de verplicht ingeschreven werkzoekende van zijn verplichtingen inzake aangepaste beschikbaarheid en over de toe te passen sanctie beslissen overeenkomstig de artikelen 52bis en 53bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

HOOFDSTUK VI. - Herzieningsprocedure

Art. 26. Een verzoek tot herziening kan door de verplicht ingeschreven werkzoekende worden ingediend bij de Controledienst binnen drie maanden na de kennisgeving van de negatieve evaluatiebeslissing van zijn actieve, passieve of aangepaste verplichtingen inzake beschikbaarheid of, in geval van beroep door de verplicht ingeschreven werkzoekende bij de arbeidsrechtbank, tot de beëindiging van de procedure voor deze laatste.

De indiening van het verzoek om herziening bedoeld in het eerste lid schort de termijn voor het instellen van het beroep bij de bevoegde Arbeidsrechtbank niet op.

Het verzoek dat niet binnen de termijnen bedoeld in het eerste lid is ingediend, wordt zonder gevolg afgesloten.

Art. 27. § 1. Binnen de maand die volgt op de indiening van het in artikel 26 bedoeld verzoek tot herziening, spreekt de Controledienst zich erover uit.

De beslissing waartegen het beroep is ingesteld, wordt herzien indien :

- 1° de Controledienst stelt vast dat de beslissing aangetast is door een juridische of materiële vergissing;
- 2° de Controledienst stelt vast dat op de datum van inwerkingtreding van de beslissing de wet door een wettelijke of reglementaire bepaling is gewijzigd;
- 3° een nieuw feit of nieuw bewijs dat de rechten van de verplicht ingeschreven werkzoekende aantast, wordt ingeroepen.

Wanneer bij toepassing van het tweede lid de beslissing waartegen beroep is ingesteld, wordt herzien, heeft de nieuwe beslissing uitwerking op de datum waarop de herziene beslissing had moeten ingaan, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende verjaring. Deze beslissing wordt door FOREm aan het ONEm meegedeeld.

§ 2. Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende bij de bevoegde arbeidsrechtbank beroep heeft ingesteld tegen de beslissing van de Controledienst en de zaak nog hangende is, en wanneer een beslissing overeenkomstig paragraaf 1 wordt herzien, wordt de herziening door FOREm aan die arbeidsrechtbank meegedeeld wanneer zij gevolgen kan hebben op de zaak.

HOOFDSTUK VII. - Ethisch Comité

Art. 28. §1. Het ethisch Comité bedoeld in artikel 4/4, §2, van het decreet van 6 mei 1999 bestaat uit:

- 1° vier tot zes externe leden;
- 2° twee tot drie leden die deel uitmaken van FOREm.

De leden van het ethisch Comité worden op voordracht van de algemeen bestuurder aangewezen door de Minister(s) belast met werkgelegenheid en opleiding. De voorzitter en de ondervoorzitter worden aangewezen onder de leden bedoeld in het eerste lid, 1°.

De leden van het ethisch Comité worden aangewezen voor een duur van vijf jaar. In geval van vertrek van een van de leden wordt een vervanger aangewezen tot aan het verstrijken van het oorspronkelijke mandaat van vijf jaar.

Het secretariaat van het ethisch Comité wordt verzorgd door FOREm.

§ 2. FOREm betaalt aan elk lid bedoeld in paragraaf 1 van het eerste lid, 1°, een deelnemingsvergoeding van 75 euro per halve dag, gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 op 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij of krachtens artikel 247 van de Waalse Ambtenarencode.

FOREm draagt bij in de terugbetaling van de reiskosten van het lid bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, ten belope van een kilometervergoeding gelijk aan 0,3169 euro per km, jaarlijks verhoogd overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij of krachtens artikel 531, derde lid, van de Waalse Ambtenarencode.

§ 3. Het ethisch Comité maakt uiterlijk drie maanden na zijn installatie zijn huishoudelijk reglement op.

Dit huishoudelijk reglement moet met name voorzien in:

- 1° de regels betreffende de oproeping van het ethisch Comité;
- 2° de regels betreffende de inschrijving van de punten op de agenda;
- 3° de regels betreffende de voorrechten van de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 4° de regels betreffende het voorzitterschap van het ethisch Comité bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;
- 5° de eventuele regels betreffende het quorum opdat het ethisch Comité zijn adviezen alsook de stemregels en de stemmodaliteiten rechtsgeldig kan aannemen;
- 6° de regels betreffende de organisatie en het houden van vergaderingen van het ethisch Comité op afstand;
- 7° de regels betreffende de uitnodigingen van personen waarvan de deelname aan de vergaderingen van het ethisch Comité nuttig zou zijn voor de agenda van de vergadering.

Het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door de Regering, op voorstel van het ethisch Comité, en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 29. In het kader van zijn adviesopdracht bedoeld in artikel 4/4, § 2, eerste lid, van het decreet van 12 november 2022, voert het ethisch Comité, op verzoek van de algemeen Bestuurder, de volgende activiteiten uit:

- 1° gemotiveerde adviezen uitbrengen over de mogelijkheid om gebruik te maken van kunstmatige-intelligentie-instrumenten, ten opzichte van de doeleinden ervan en de beginselen van transparantie en verklaarbaarheid van de resultaten;
- 2° methodologische aanbevelingen doen betreffende:
 - a) de aanpassing van de ontwikkelingsprocessen van de technologische projecten van FOREm met behulp van kunstmatige intelligentie, met het oog op de integratie van ethische problematiek;
 - b) de verbetering van de toepassing, zowel door het personeel van FOREm als door de gebruikers van zijn diensten, van technologieën die gebruik maken van kunstmatige intelligentie;
 - c) de definitie van de beginselen van de selectie van variabelen om vertekening in het kader van de ontwikkeling van kunstmatige-intelligentie-instrumenten te voorkomen.

HOOFDSTUK VIII. - Slotbepalingen

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op de tiende dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen van dit besluit betreffende de controle op de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 11°, a) en b), die in werking treden:

- 1° op 1 juli 2022 voor de personen die op 30 juni 2022 geen verplicht ingeschreven werkzoekende waren;
- 2° die op 30 juni 2022 verplicht ingeschreven werkzoekende waren en voor wie op 30 juni 2022 een procedure tot verificatie van de actieve beschikbaarheid loopt vanaf:
 - a) de dag na de eerste evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de betrokken verplicht geregistreerde werkzoekende, overeenkomstig de modaliteiten die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit;